

CHAPITRE 4

La régulation concurrentielle des marchés des communications électroniques

A. Les analyses de marchés réalisées en 2008

En 2008, l'Autorité avait achevé l'analyse des 18 marchés de la recommandation de la Commission européenne du 11 juillet 2003 et lancé trois nouveaux cycles d'analyses pour 2008-2010 (correspondant à trois marchés de la nouvelle recommandation de la Commission du 17 décembre 2007). Elle a également mené l'analyse du marché de la terminaison d'appel SMS, qui ne figure pas dans la recommandation.

Les marchés définis par la nouvelle recommandation européenne

Comme l'avait prévu la directive "cadre"¹, la Commission européenne a adopté une nouvelle recommandation sur les marchés pertinents, entrée en vigueur le 17 décembre 2007. Il s'agit d'une version allégée de la recommandation du 13 juillet 2003. Elle a été élaborée en se fondant sur l'évolution de la situation concurrentielle sur les marchés des télécommunications dans l'Union européenne.

Sur les 18 marchés listés dans la recommandation de 2003, sept demeurent susceptibles de faire l'objet d'une analyse de la part des ARN en vue d'une régulation *ex ante* :

- 1- le marché de l'accès au réseau téléphonique public en position déterminée pour la clientèle résidentielle et non résidentielle (combine les anciens marchés 1 et 2) ;

1 - La directive "cadre" prévoit que la Commission européenne réexamine régulièrement la liste des marchés de produits et de services susceptibles d'être régulés "ex ante" dans le secteur des communications électroniques.

- 2- le marché du départ d'appel sur le réseau téléphonique public en position déterminée (ancien 8) ;
- 3- le marché de la terminaison d'appel sur divers réseaux téléphoniques publics individuels en position déterminée (ancien 9) ;
- 4- le marché d'accès de gros aux infrastructures (physiques) de réseaux (y compris le dégroupage total ou partiel) pour la fourniture de services à large bande et/ou de services vocaux en position déterminée (ancien 11 élargi) ;
- 5- le marché de la fourniture en gros d'accès à large bande ou *bitstream* (ancien 12) ;
- 6- le marché de la fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées (ancien 13) ;
- 7- le marché de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels (ancien 16).

En 2008, l'Autorité a lancé un deuxième cycle d'analyses de marchés portant sur :

- ◆ le haut et le très haut débit pour la période 2008-2010 ;
- ◆ la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels en métropole et en outre-mer pour la période 2008-2010 ;
- ◆ les marchés de gros de la téléphonie fixe (interconnexion et accès)².

2 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896
du 29 juillet 2008.

3 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896
du 29 juillet 2008.

L'Autorité a également poursuivi l'allègement de la régulation imposée à France Télécom sur les marchés de détail des communications résidentielles et a conclu que le marché du transit n'était plus pertinent pour une régulation *ex ante*³.

Un outil de régulation adapté

La loi du 9 juillet 2004, qui a transposé les directives du "paquet télécom" adoptées en 2002, a fait évoluer les méthodes et les concepts de la régulation dans le sens du droit commun de la concurrence.

Il appartient ainsi au régulateur de délimiter un marché et de vérifier s'il est pertinent pour une régulation sectorielle, de repérer le ou les acteurs puissants sur ce marché et de le démontrer. Pour ce faire, l'ARCEP procède à une analyse détaillée du marché comprenant successivement une consultation publique, le recueil de l'avis de l'Autorité de la concurrence, puis une notification à la Commission européenne. Celle-ci dispose d'un pouvoir de veto sur la définition du marché, s'il n'appartient pas à la liste qu'elle a prédéfinie, ainsi que sur la désignation des opérateurs puissants, notamment en vue d'une harmonisation européenne. En outre, le régulateur doit, dans le cadre de son analyse de marché, spécifier les remèdes, c'est-à-dire les obligations imposées aux acteurs puissants, qu'il envisage d'appliquer. Pour ce faire, il doit choisir parmi la liste établie dans la loi⁴ les obligations qui sont le plus appropriées aux problèmes de concurrence constatés sur le marché analysé et veiller à ce qu'elles soient proportionnées aux objectifs de régulation.

Cette logique entraîne un recentrage de la régulation sur les marchés de gros. L'Autorité de régulation dispose de pouvoirs lui permettant de développer de nouveaux outils de régulation sur les marchés de gros. Une fois ces outils en place, s'il s'avère qu'ils fonctionnent correctement, la régulation des marchés de détail devient moins justifiée et s'allège, voire disparaît. Ainsi la régulation évolue : si la

4 - Cf. article L.38 du CPCE.

concurrence s'accroît, la liste des remèdes s'allège. Si le marché devient pleinement concurrentiel, la régulation sectorielle disparaît et passe le relais au droit commun de la concurrence dont l'application relève de l'Autorité de la concurrence. Il est donc normal que la régulation imposée à un marché particulier varie dans le temps et l'espace selon l'appréciation des autorités de régulation nationales.

Le cadre mis en place en 2004 est flexible et permet au régulateur d'adapter la régulation aux conditions effectives de concurrence sur un marché donné, et, le cas échéant, de la lever. La Commission a confirmé la pertinence de ce cadre en adoptant fin 2007 une nouvelle recommandation qui liste les marchés devant faire l'objet d'une analyse. Cette nouvelle liste a été allégée en tenant compte des évolutions de la concurrence sur chacun des marchés identifiés en 2003.

1. Les nouveaux cycles d'analyse de marchés

1.1 Le haut et très haut débit

1.1.1 Rappels

Le premier cycle d'analyse des marchés avait conduit l'Autorité à mettre en place un dispositif de régulation du haut débit jusqu'au 1^{er} mai 2008.

Fin 2007, l'Autorité a donc lancé un nouveau cycle d'analyse portant à la fois sur le haut débit et le très haut débit pour la période 2008-2011. La principale évolution proposée étant la mise en place d'une régulation du génie civil de France Télécom, qui constitue pour les opérateurs alternatifs une infrastructure essentielle au déploiement d'une boucle locale en fibre optique permettant de fournir du très haut débit aux clients finals.

Concernant le haut débit, l'Autorité a proposé de reconduire globalement le dispositif existant, en l'adaptant pour tenir compte des évolutions passées et à venir sur le marché : enrichissement des offres de détail (avec des services audiovisuels notamment), meilleure qualité de service exigée par le consommateur, extension des réseaux de collecte, migration vers l'Ethernet.

Dans sa consultation publique de décembre 2007, l'Autorité a ainsi proposé que l'analyse porte sur le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques et le marché de gros des offres activées, dans le cadre de la nouvelle recommandation de la Commission européenne du 17 décembre 2007 (respectivement marchés 4 et 5).

S'agissant du très haut débit, l'Autorité a indiqué qu'elle estimait souhaitable un dispositif assurant la mutualisation de la partie terminale. Il s'appliquerait à tous les opérateurs (régulation symétrique) et non aux seuls opérateurs puissants. Cette obligation de mutualisation a été fixée par la loi de modernisation de l'économie⁵ à travers la création d'un nouvel article⁶ du CPCE.

1.1.2 Deux nouvelles décisions d'analyses des marchés

L'Autorité a adopté deux décisions d'analyses des marchés du haut débit et du très haut débit⁷ le 24 juillet 2008.

Ces décisions couvrant la période 2008-2011 portent sur les deux marchés du haut débit retenus par la Commission européenne dans sa nouvelle recommandation sur les marchés pertinents du 17 décembre 2007 : le marché de gros des offres d'accès

5 - Loi n° 2008-776
du 4 août 2008,
JO du 5 août 2008.

6 - Art. L 34-8-3 du CPCE.

7 - Décisions de l'ARCEP
n° 08-0835 et n° 08-0836
du 24 juillet 2008.

aux infrastructures physiques (marché 4) incluant notamment le dégroupage et l'accès aux infrastructures de génie civil, et le marché de gros des offres activées (marché 5) qui inclut notamment les offres haut débit activées sur DSL dites offres *bitstream*.

En matière de très haut débit, France Télécom s'est vu imposer, en tant qu'opérateur puissant, une obligation d'accès à ses fourreaux et à ses chambres de génie civil, dans des conditions transparentes, non discriminatoires et à un tarif orienté vers les coûts. France Télécom a publié son offre de référence le 15 septembre 2008, validant les avancées opérationnelles discutées dans un cadre multilatéral sur la base des expérimentations.

En application de ces nouvelles décisions d'analyses des marchés, de nouvelles offres ont été publiées le 15 septembre 2008 sur le site Internet de France Télécom :

- ◆ offre de référence d'accès à la boucle locale de France Télécom ;
- ◆ offre de référence d'accès et collecte DSL ;
- ◆ offre de référence d'accès aux installations de génie civil de France Télécom pour les réseaux FTTx ;
- ◆ offre de France Télécom pour la résorption des zones rurales inéligibles au haut débit ;
- ◆ offre de lien fibre optique NRA-NRA et NRA-POP de France Télécom.

1.2 La terminaison d'appel vocal mobile

Tout opérateur offrant un service téléphonique doit permettre à ses clients de joindre l'ensemble des numéros mobiles français. Pour cela, les opérateurs doivent acheter une prestation de "terminaison d'appel" à chaque opérateur mobile dans des conditions qui sont, en l'absence de régulation, décidées unilatéralement par cet opérateur mobile. La terminaison d'appel vocal mobile constitue donc un goulot d'étranglement structurel.

8 - Décision n° 07-0810
de l'ARCEP
du 4 octobre 2007.

Cette puissance de marché avait conduit l'Autorité à mener une politique volontariste de baisse des niveaux de terminaison d'appel. Dans sa décision du 4 octobre 2007⁸, elle a imposé aux trois opérateurs mobiles métropolitains, entre autres obligations, un encadrement des tarifs qu'ils peuvent facturer sur le marché de gros au titre de ces prestations de terminaison d'appel, selon le principe d'orientation vers les coûts. L'ARCEP avait fixé dans cette décision les plafonds que les tarifs de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs ne devaient pas excéder jusqu'au 30 juin 2009, soit pour la moitié du deuxième cycle d'analyse du marché de la terminaison d'appel vocal mobile débuté en 2008 et qui se termine fin 2010.

9 - Décision n° 08-1176
de l'ARCEP
du 2 décembre 2008.

Par sa décision du 2 décembre 2008⁹, l'Autorité a fixé l'encadrement tarifaire que devront respecter les trois opérateurs pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

Les plafonds tarifaires imposés par l'ARCEP depuis 2005 (en c€/min HT)

	2005	2006	2007	2008 - mi-2009	mi-2009 - mi-2010	mi-2010 - fin 2010
Orange / SFR	12,50	9,50	7,50	6,50	4,50	3,00
Bouygues Télécom	14,79	11,24	9,24	8,50	6,00	4,00

Source : ARCEP, plafonds tarifaires imposés au cours des deux exercices d'analyse de marché.

L'Autorité avait souhaité cette division du cycle en deux périodes pour permettre l'avancée des travaux d'harmonisation des principes de régulation de la terminaison d'appel sur le plan européen.

Ces travaux se sont poursuivis en 2008 avec l'adoption d'une position commune du Groupe des régulateurs européens (GRE) et les travaux de la Commission sur un projet de recommandation sur la régulation des terminaisons d'appel fixe et mobile, adoptée le 7 mai 2009.

1.2.1 L'orientation des tarifs vers les coûts incrémentaux de long terme

Au regard du développement actuel des marchés – maturité des réseaux téléphoniques mobiles, convergence et concurrence croissantes avec les réseaux fixes, fort développement des offres d'abondance (forfaits et offres illimitées), tendance forte à la différenciation des tarifs d'appels mobile en fonction du réseau de destination (appels *on net* qui transitent sur un seul réseau et *off net*, qui transitent sur deux réseaux distincts) – et suite à sa consultation publique de septembre 2008, l'Autorité a fait évoluer la régulation vers une référence aux coûts incrémentaux de long terme¹⁰, de manière à ce que le signal économique ainsi établi pour les marchés soit plus adapté et efficace.

10 - Voir D.1.1.2
de ce chapitre.

En effet, l'Autorité estime que le niveau optimal à moyen terme de tarification de la terminaison d'appel est un niveau qui reflète les coûts incrémentaux. Par construction, la logique des coûts incrémentaux permet aux opérateurs de recouvrer, via le tarif de terminaison d'appel, les coûts induits par ce service. Ainsi, la structure tarifaire des offres devrait mieux refléter la structure de coût de l'industrie au bénéfice des consommateurs et permettre le développement d'une concurrence saine et loyale entre les opérateurs mobiles, mais aussi entre les opérateurs mobiles et fixes.

1.2.2 Une mise en œuvre progressive

Compte tenu du caractère structurant pour le secteur des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile et des contraintes associées à la modification des offres de détail, une période de transition a été jugée nécessaire afin de laisser au marché le temps de s'adapter.

Ainsi, les opérateurs ont fait valoir qu'une évolution trop rapide des prix de gros pourrait déstabiliser le marché de façon inefficace, créant par exemple des opportunités de contournement ou déstabilisant l'équilibre de certaines offres.

Par conséquent, l'Autorité a estimé que si les coûts incrémentaux peuvent constituer une référence adaptée de coûts pertinents, il convient d'atteindre ce niveau de coût au terme d'une période de transition de plusieurs années. Cette période de transition a justifié le maintien d'une asymétrie des tarifs pour Bouygues Télécom, en raison de la conjugaison des déséquilibres de trafic *off net* entre Bouygues Télécom et ses concurrents et de l'écart entre les tarifs de terminaison d'appel et les coûts sous-jacents.

Dans ces circonstances, l'Autorité a poursuivi sa politique de baisse progressive et pragmatique du prix des terminaisons d'appel mobile, en imposant une baisse des tarifs :

- ◆ à partir du 1^{er} juillet 2009, de 6,5 à 4,5 c€ la minute pour Orange France et SFR et de 8,5 à 6 c€ la minute pour Bouygues Télécom ;
- ◆ à partir du 1^{er} juillet 2010, le tarif passant de 4,5 à 3 c€ la minute pour Orange France et SFR et de 6 à 4 c€ la minute pour Bouygues Télécom.

Ces niveaux sont à comparer aux estimations correspondantes des coûts d'un opérateur efficace compris en 2008 entre 1 et 2 c€ suivant la méthode des coûts incrémentaux, et entre 2,4 et 2,9 c€ suivant l'ancienne méthode des coûts complets.

1.3 La téléphonie fixe

1.3.1 Rappels

Durant le premier cycle d'analyse des marchés, initié en 2005, l'Autorité a régulé l'ensemble des marchés de la téléphonie fixe.

France Télécom a notamment été contraint de proposer à ses concurrents des offres de sélection du transporteur puis de vente en gros de l'accès au service téléphonique (VGAST).

Ces interventions au niveau des marchés de l'interconnexion et de l'accès ont par ailleurs été complétées par des remèdes appliqués directement sur les marchés de détail de l'accès et des communications, telles l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction, l'obligation de non-discrimination et l'obligation de communication préalable des offres de détail de France Télécom.

L'Autorité a décidé d'imposer ces différents remèdes au vu de la situation existant en 2005 et prospective sur les marchés de la téléphonie fixe. Mais le fonctionnement et la structure concurrentielle de ces marchés ont beaucoup évolué, et en 2007 l'Autorité a décidé un allègement de la régulation des marchés du transit et parallèlement des marchés de détail.

1.3.2 La nouvelle analyse des marchés en 2008

Après avoir lancé une vague d'analyses sectorielles en 2007 et soumis différentes consultations publiques au 1^{er} semestre 2008 parmi lesquelles un bilan sur la régulation "asymétrique" appliquée depuis 2005, l'Autorité a adopté une nouvelle décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe en juillet 2008¹¹.

Dans sa nouvelle analyse des marchés de la téléphonie fixe, l'Autorité estime que la sélection du transporteur, la VGAST, le dégroupage, le *bitsream* ou encore les offres de services de capacité constituent un ensemble de solutions fonctionnelles permettant aux opérateurs d'être en mesure de participer au jeu concurrentiel sans régulation *ex ante* et, dans le cas où ils seraient victimes de pratiques anticoncurrentielles, de défendre leurs intérêts au titre du droit commun de la concurrence.

Compte tenu des transformations des marchés de la téléphonie fixe, elle a ainsi estimé que le maintien de la régulation des marchés de détail n'était plus justifié et a conclu le processus de dérégulation des marchés de détail qu'elle avait engagé durant le premier cycle d'analyse des marchés. L'Autorité continuera néanmoins de porter une attention particulière à la qualité de service associée à chaque offre de gros de France Télécom.

11 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896
du 29 juillet 2008.

La régulation asymétrique se concentrera donc désormais sur les marchés de l'interconnexion et de l'accès, et plus précisément sur les marchés de la terminaison d'appel et du départ d'appel qui constituent des goulots d'étranglement durables.

L'Autorité a ainsi estimé que les marchés du transit intraterritorial et interterritoires n'étaient plus pertinents pour une régulation sectorielle *ex ante*.

Les prestations de l'accès au réseau téléphonique, du départ d'appel et de la terminaison d'appel sont en revanche essentielles au développement de la concurrence et nécessitent un maintien durable de la régulation sectorielle. Dans sa décision du 29 juillet 2008, l'Autorité a notamment imposé à France Télécom et aux opérateurs alternatifs des obligations respectivement d'orientation vers les coûts et de non-excessivité s'agissant des tarifs et des prestations de terminaison d'appel. L'ARCEP a par ailleurs précisé les modalités d'encadrements tarifaires pluriannuels pour, d'une part, respecter l'obligation de reflet des coûts et, d'autre part, disposer d'une référence pour une tarification non excessive.

Au titre de l'obligation d'orientation vers les coûts, les tarifs récurrents des prestations de terminaison d'appel de France Télécom sont soumis à un encadrement tarifaire pluriannuel, tel que :

- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2008, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,45 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2009, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,425 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2010, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,4 c€/par minute.

Concernant l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs qui s'impose aux opérateurs alternatifs, l'Autorité considère comme "non excessifs" pour la terminaison des opérateurs de réseaux fixes autres que France Télécom les tarifs indicatifs suivants :

- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2008, un prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,9 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2009, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,7 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2010, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,5 c€/par minute.

B. Les marchés du haut débit

1. Le marché de détail

Le marché de détail du haut débit n'est pas régulé mais son dynamisme est lié aux effets de la régulation sur le marché de gros et notamment à la mise en œuvre du dégroupage par l'ARCEP depuis 2002.

En 2008, le marché de détail du haut débit reste dynamique avec un parc en croissance de 14 % sur l'année (+ 2,175 millions d'abonnés). Au 31 décembre 2008, la France comptait environ 17,725 millions d'accès haut débit, dont 16,825 millions par DSL et près de 900 000 par câble. La technologie DSL reste ainsi prépondérante avec 95 % des accès haut débit.

Le succès du DSL s'explique par un taux de couverture du territoire important – plus de 98 % de la population fin 2008, contre environ 40 % pour le câble – et par le fort dynamisme lié au développement de la concurrence sur le DSL, grâce au dégroupage de la boucle locale. La situation concurrentielle prévalant sur ce marché découle de la régulation sur les marchés de gros amont du haut débit, en particulier sur les marchés de gros du dégroupage et des offres d'accès large bande livrées au niveau régional, dites offres *bitstream*.

1.1 La consolidation du secteur

La typologie des acteurs présents dans la chaîne de valeur du haut débit a évolué au cours des dernières années.

Depuis 2005, le secteur de l'Internet haut débit fait l'objet d'un important mouvement de consolidation, caractérisé par des rachats et des fusions-acquisitions entre opérateurs concurrents de France Télécom¹².

Cette tendance s'est confirmée en 2008 avec l'acquisition d'Alice par Iliad (Free). Par ailleurs, SFR a absorbé Neuf Cegetel et l'ensemble des offres résidentielles haut débit du groupe, Neuf Cegetel, SFR et Tele2 France sont désormais commercialisées sous la marque unique SFR.

Le secteur du câble a connu un phénomène analogue. Depuis juillet 2006, la holding Ypso (détenue par Cinven, Altice et Carlyle) concentre sous la marque Numericable la quasi-intégralité des réseaux câblés en France (ex-UPC, ex-Noos, ex-France Télécom câble, ex-NC Numericable).

Parallèlement, les opérateurs mobiles ont poursuivi leur entrée sur le marché du haut débit. L'accord de la Commission européenne au rachat des activités de téléphonie fixe et d'accès à Internet de Tele2 France par SFR a permis à l'opérateur mobile de proposer des offres de convergence. Par ailleurs, Bouygues Télécom a négocié avec Neuf Cegetel le rachat d'une partie des infrastructures de T-Online France, assorti d'une offre de gros commerciale. Le troisième opérateur mobile français a ainsi lancé la commercialisation d'offres de convergence fixe-mobile grand public en octobre 2008, avec pour la première fois des forfaits d'appels fixe vers mobile inclus dans le forfait de communications téléphoniques associé à l'abonnement haut débit.

1.2 Le succès des offres multiservices

1.2.1 Des offres qui se développent

Depuis quelques années, les offres multiservices (ou *triple play*) sont devenues le standard du marché de l'Internet haut débit. Les FAI proposent quasi systématiquement un bouquet de services incluant :

- ◆ l'accès à Internet au meilleur débit disponible, notamment grâce à l'ADSL2+ (25 Mb/s) ;
- ◆ la téléphonie sur large bande (VoIP), permettant au client de s'affranchir de l'abonnement téléphonique auprès de France Télécom et d'avoir accès gratuitement à plus de 80 destinations internationales ;
- ◆ l'accès à des services audiovisuels (chaînes de télévision et vidéo à la demande - VoD).

12 - Après le rapprochement de Tiscali et de Telecom Italia France, puis celui de Neuf Télécom et de Cegetel en 2005, ce mouvement de concentration s'est poursuivi en 2006, Neuf Cegetel ayant fait l'acquisition de l'activité "Accès Internet" d'AOL France et de Club Internet (T-Online France), et en 2007, où Completel a été racheté par Altice, en vue d'un rapprochement avec les activités de Numericable dont il est actionnaire.

Aujourd'hui, environ 50 % des foyers français peuvent accéder à des services audiovisuels par le haut débit, essentiellement via une connexion ADSL. La longueur de la paire de cuivre permet à deux tiers des foyers de recevoir la télévision par ADSL, mais l'offre reste limitée aux zones dégroupées.

Les services audiovisuels proposés par les FAI incluent généralement :

- ◆ l'accès à un bouquet "de base" distribué par le FAI et regroupant plusieurs dizaines de chaînes. Il est généralement inclus sans surcoût dans l'abonnement mensuel de l'abonné ;
- ◆ l'accès à des chaînes optionnelles payantes (à l'unité ou en "package"), distribuées directement par le FAI ;
- ◆ l'accès à un ou plusieurs bouquets de télévision payante distribués par des tiers (par exemple Canal+ ou AB) ;
- ◆ des offres de vidéo à la demande (VoD).

Pour chacun de ces services audiovisuels, les FAI proposent à leurs clients des programmes en haute définition, c'est-à-dire avec une qualité trois à quatre fois supérieure à celle du DVD. En outre, certains FAI offrent à leurs clients la possibilité de regarder certaines chaînes sur leur écran d'ordinateur en plus de leur écran de télévision (service "multiposte").

Depuis 2007, de nouveaux services sont venus compléter ces offres *triple play* :

- ◆ les services de téléchargement légal illimité de fichiers musicaux, comme l'offre de Neuf Cegetel qui s'est associé à Universal pour proposer un catalogue de titres, ou celle d'Alice en partenariat avec EMI ;
- ◆ les premières offres de convergence fixe-mobile, associant généralement un abonnement mobile et un abonnement haut débit comme par exemple les offres "Unik" d'Orange, "Twin" de Neuf Cegetel ou encore "Home Zone" de SFR ;
- ◆ d'autres opérateurs – Free, Numericable et Bouygues Télécom – ont également annoncé leur intention de proposer de telles offres.

1.2.2 Un intérêt croissant pour les contenus par ADSL

Le nombre d'abonnements à un service de télévision par ADSL poursuit sa progression. Ce moyen de diffusion est aujourd'hui le principal vecteur de croissance de la télévision payante et la possibilité de disposer d'une offre haut débit incluant une offre de TV par ADSL constitue un critère d'achat important pour les abonnés éligibles.

Dans ce contexte, France Télécom a lancé une offre de télévision par satellite lui permettant d'offrir une offre *triple play* sur l'ensemble du territoire, la télévision étant diffusée soit par le réseau haut débit DSL, soit par satellite.

Abonnements à un service de télévision sur DSL



Source : ARCEP.

En outre, la vidéo à la demande s'est significativement développée avec la possibilité de regarder des programmes directement sur la télévision via une "box".

Néanmoins, les relations entre les opérateurs, les distributeurs et les détenteurs de droits sont perfectibles :

- ◆ des chaînes thématiques à forte audience ne sont pas accessibles dans les offres distribuées en propre par les opérateurs DSL ;
- ◆ le revenu moyen par abonné (ARPU) lié aux contenus est inférieur à 3 € par mois pour les opérateurs DSL alors que la dépense totale des ménages en services multimédias est dix fois supérieure (30 € par mois en moyenne pour un abonnement *triple play*) ;
- ◆ les catalogues de VoD des FAI sont limités à quelques centaines de titres, souvent proposés à des tarifs supérieurs à ceux d'une location de DVD.

Une évolution des modèles actuels de relations entre éditeurs de contenus et opérateurs de réseaux paraît nécessaire pour favoriser le développement du très haut débit, au bénéfice de tous les acteurs et en particulier des consommateurs.

2. La régulation des marchés de gros du haut débit

En France, la régulation du haut débit se concentre uniquement sur les marchés de gros ; le marché de détail – suffisamment concurrentiel, notamment dans les zones denses – n'est pas régulé.

2.1 Les offres de gros du haut débit

France Télécom propose aux opérateurs et fournisseurs d'accès alternatifs plusieurs offres de gros à base de technologie xDSL pour leur permettre d'accéder à son réseau et de proposer alors leurs propres offres.

Les opérateurs alternatifs peuvent ainsi :

- ◆ bénéficier d'un accès direct à la boucle locale : c'est le dégroupage ;
- ◆ souscrire à une offre de gros haut débit activée et livrée au niveau infranational (soit régional, soit départemental) : c'est le *bitstream* ;

- ◆ souscrire à une offre de gros haut débit activée et livrée au niveau national, assurant la livraison du trafic en un point unique du territoire.

2.2 Le dégroupage de la boucle locale

Le dégroupage est une offre de gros de France Télécom permettant aux opérateurs alternatifs d'avoir un accès direct à la paire de cuivre. Ils doivent pour cela avoir installé au préalable leurs propres équipements au niveau des répartiteurs de France Télécom. L'usage du réseau local de l'opérateur historique est naturellement rémunéré par l'opérateur utilisateur.

Il existe deux types de dégroupage :

- ◆ le dégroupage "total", ou accès totalement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'intégralité des bandes de fréquences de la paire de cuivre. L'utilisateur final n'est alors plus relié au réseau de France Télécom, mais à celui de l'opérateur nouvel entrant ;
- ◆ le dégroupage "partiel", ou accès partiellement dégroupé à la boucle locale, consiste en la mise à disposition de l'opérateur tiers de la bande de fréquence "haute" de la paire de cuivre, sur laquelle il peut alors construire, par exemple, un service ADSL. La bande de fréquence basse (celle utilisée traditionnellement pour le téléphone) reste gérée par France Télécom, qui continue de fournir le service téléphonique à son abonné, sans aucun changement induit par le dégroupage sur ce service.

2.3 Les offres bitstream livrées au niveau infranational

Les offres *bitstream* peuvent être livrées en mode ATM, IP ou Ethernet. Elles permettent aux opérateurs alternatifs de collecter du trafic Internet en différents points régionaux du réseau de France Télécom (17 points en IP et Ethernet et de 40 à 95 points en ATM) et d'utiliser leurs propres infrastructures de transport en complément.

Les opérateurs alternatifs peuvent avoir recours aux offres *bitstream* pour offrir leurs prestations aux abonnés qui dépendent de répartiteurs ouverts au DSL par France Télécom. En pratique, cela signifie que la couverture de ces offres est exactement identique à la couverture des offres DSL de France Télécom sur le marché de détail (plus de 98 % de la population depuis le deuxième semestre 2006, date à laquelle France Télécom a fini l'équipement en DSL de l'ensemble de ses répartiteurs).

Bien que d'autres opérateurs alternatifs proposent, à partir du dégroupage, des offres concurrentes aux offres de gros *bitstream* de France Télécom, seul France Télécom est régulé sur ce marché en tant qu'opérateur y exerçant une influence significative.

Sur le plan réglementaire, la régulation s'applique selon les modalités proches de celles du dégroupage, avec notamment l'obligation pour France Télécom de publier une offre de référence.

Les offres *bitstream* proposées par France Télécom sont segmentées en :

- ◆ une offre d'accès grand public permettant la connexion d'un utilisateur disposant d'un abonnement téléphonique RTC à un DSLAM de France Télécom au moyen des technologies DSL, appelée "DSL Access" ;
- ◆ une offre d'accès grand public permettant la connexion d'un utilisateur ne disposant pas d'un abonnement téléphonique RTC à un DSLAM de France

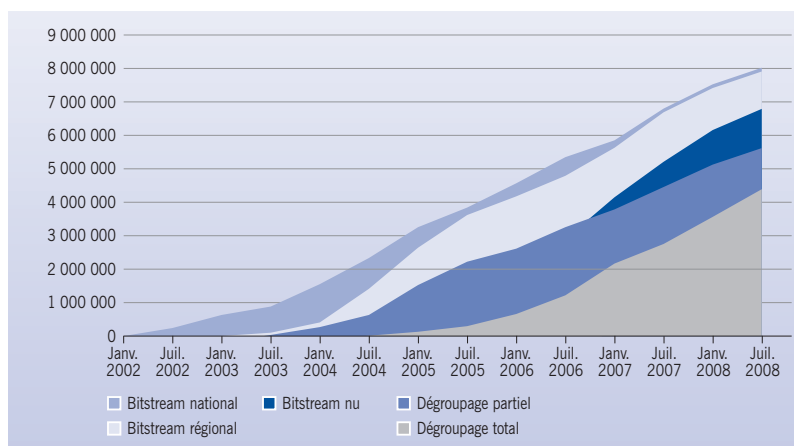
Télécom au moyen des technologies DSL, appelée “DSL Access Only” (cette offre est disponible sur le marché de gros depuis le 17 juillet 2006) ;

- ◆ une offre de collecte grand public permettant à l'opérateur client de prendre livraison des flux haut débit en mode ATM ou Ethernet à un niveau régional, appelée “DSL Collect ATM”, et une offre de collecte grand public permettant à l'opérateur client de prendre livraison des flux haut débit à un niveau régional en mode IP, appelée “DSL Collect IP” ;
- ◆ une offre d'accès et de collecte destinée au marché professionnel, permettant de prendre livraison des flux haut débit en mode ATM à un niveau régional, appelée “DSL Entreprises”. Cette offre utilisée par les opérateurs pour servir le marché professionnel permet aux opérateurs de proposer à leurs clients des débits garantis et symétriques, grâce à la technologie SDSL.

2.4 L'état des lieux des offres de gros

Depuis plus de deux ans, le dégroupage total porte la majeure partie de la croissance du parc total des offres de gros achetées à France Télécom, relayé dorénavant par l'ADSL nu dans les zones non dégroupées.

Evolution des parcs des offres de gros achetées à France Télécom



Source : ARCEP.

Ces résultats révèlent la propension croissante des ménages à choisir un seul opérateur pour l'ensemble de leurs services fixes (y compris l'abonnement téléphonique). Avec la disponibilité des offres de gros en construction de ligne, cela est désormais possible pour le consommateur dès qu'il emménage dans un nouveau logement.

2.4.1 L'enjeu de l'extension géographique du dégroupage

Au 31 décembre 2008, les 12 915 répartiteurs (NRA) en France étaient équipés en DSL par France Télécom : 100 % des lignes téléphoniques sont désormais reliées au réseau haut débit de l'opérateur. Mais certaines lignes ne peuvent pas supporter des services haut débit DSL parce que leur trop grande longueur cause un affaiblissement du signal. Aujourd'hui, le taux de couverture effective des offres haut débit de France Télécom est légèrement supérieur à 98 %.

Pour prolonger l'extension géographique du haut débit, France Télécom crée de nouveaux répartiteurs :

- ◆ des NRA-HD (pour NRA haut débit) permettant d'offrir des débits plus élevés, notamment dans les quartiers d'habitation et dans les zones d'activité excentrées ;
- ◆ des NRA-ZO (pour NRA zone d'ombre) permettant de couvrir les zones blanches du haut débit DSL, en rapprochant les équipements DSL des clients finals¹³.

13 - Voir infra 2.5.2.

Fin 2008, 3 877 répartiteurs étaient dégroupés, permettant aux opérateurs alternatifs de pouvoir raccorder plus de 75 % de la population. Sur l'année, 921 répartiteurs ont été dégroupés, correspondant à la couverture de 1,9 million de ménages et d'entreprises.

L'extension géographique du dégroupage constitue depuis plusieurs années un axe important de développement de la concurrence. Cette extension a été favorisée par l'intervention des collectivités territoriales, au travers de leurs réseaux de collecte d'initiative publique, ainsi que par l'offre de liaison en fibre optique (LFO) de France Télécom.

2.4.2 L'impact du dégroupage sur le développement du haut débit

Dans le compte rendu des travaux du Comité des réseaux d'initiative publique (CRIP)¹⁴, publié en mars 2007, l'Autorité a présenté une analyse de l'impact du dégroupage sur le taux de pénétration du haut débit. Il s'agit d'une approche économétrique, consistant à mesurer la corrélation entre dégroupage et taux de pénétration dans la zone concernée, puis à apporter des corrections selon différentes variables (par exemple, le revenu net imposable moyen des foyers raccordés, la présence de voies navigables, etc.).

14 - Voir en annexes le compte rendu de l'intervention des collectivités locales dans les communications électroniques.

Cette analyse a mis en évidence que le dégroupage a directement contribué à la progression du taux de pénétration du haut débit en France, montrant ainsi que la concurrence exerce un effet de levier sur l'investissement et le développement du marché.

2.4.3 L'“ADSL nu” pour compléter le dégroupage total

Deux offres de gros de France Télécom permettent désormais aux opérateurs alternatifs de proposer à leurs clients de s'affranchir de l'abonnement au réseau téléphonique commuté traditionnel :

- ◆ le dégroupage total dans les zones dégroupées par France Télécom ;
- ◆ l'offre DSL “Access Only”, dite “ADSL nu”, qui est disponible dans les zones non dégroupées depuis le second semestre 2006.

Ces offres portent aujourd'hui la croissance du marché et se substituent progressivement aux offres de gros qui nécessitent le maintien d'un abonnement téléphonique distinct auprès de France Télécom (le dégroupage partiel et l'offre “DSL Access”). Elles représentent dorénavant plus de 72 % des accès sur les marchés de gros, soit 6,125 millions d'accès (4,939 millions en dégroupage total et 1,186 million en DSL “Access Only”).

2.5 Les principes généraux de la régulation du haut débit

De manière générale, un même opérateur alternatif a recours à plusieurs niveaux d'offres de gros. En effet, le déploiement du réseau propre d'un opérateur alternatif est

d'autant plus coûteux qu'il se connecte au réseau de France Télécom à proximité de l'abonné.

Dans le cas du dégroupage notamment, même s'il permet une plus grande indépendance vis-à-vis de France Télécom, des investissements importants sont nécessaires de la part de l'opérateur alternatif. Le dégroupage ne peut donc être rentable que sur les répartiteurs auxquels sont raccordés le plus grand nombre de clients potentiels et où les économies d'échelle sont les plus importantes. L'extension géographique du dégroupage est donc limitée économiquement : une solution complémentaire est nécessaire sur le reste du territoire, où les opérateurs alternatifs ont recours alors aux offres *bitstream*.

Le dégroupage est l'offre de gros qui permet le développement de la concurrence la plus pérenne et optimise l'indépendance technique et économique de l'opérateur client par rapport à France Télécom. Dans la durée, le développement de la concurrence par le dégroupage permet une baisse des prix durable et une dynamique d'innovation bénéficiant aux consommateurs.

En termes d'obligations incombant à France Télécom, cet objectif se traduit par une régulation plus appuyée en amont de la chaîne de valeur des marchés du haut débit (autrement dit sur le marché du dégroupage) et allégée à mesure que l'on s'approche du marché de détail qui, en tant que tel, n'est pas régulé.

En 2005, l'Autorité a adopté quatre décisions d'analyse de marchés fixant le cadre de la régulation *ex ante* des marchés du haut débit. Cette analyse de marché était effective jusqu'en mai 2008.

Elle a délimité les marchés pertinents du haut débit ainsi :

- ◆ le marché du dégroupage est indépendant du type de dégroupage utilisé (partiel ou total, au niveau de la boucle ou de la sous-boucle locale) ;
- ◆ le marché du *bitstream* est indépendant du type de clientèle finale visée (résidentielle ou professionnelle) et de l'interface de livraison utilisée (notamment ATM ou IP).

Ces deux marchés ont été définis sur l'ensemble du territoire national (à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon) et uniquement pour les technologies d'accès DSL (le câble en est donc exclu).

L'analyse de marché de l'ARCEP a également conclu que France Télécom exerçait une influence significative sur ces deux marchés, notamment au regard de sa part de marché et du caractère difficilement duplicable de ses infrastructures.

A ce titre, l'opérateur est soumis à plusieurs obligations et doit en particulier :

- ◆ faire droit à toute demande raisonnable d'accès dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ publier plusieurs informations (indicateurs de qualité de service...), dont une offre de référence que l'Autorité a le pouvoir de modifier ;
- ◆ se soumettre à des obligations de transparence et de séparation comptable.

Concernant les tarifs des offres de gros proposées par France Télécom, les tarifs du dégroupage doivent refléter les coûts.

Les obligations tarifaires pesant sur France Télécom au titre de la régulation du marché des offres *bitstream* visent à constituer un complément géographique au dégroupage sans lui faire concurrence directement.

Plus précisément, les tarifs des offres *bitstream* doivent être :

- ◆ suffisamment bas pour garantir le dynamisme de la concurrence sur le marché de détail ;
- ◆ suffisamment élevés pour qu'il ne soit pas plus intéressant économiquement pour un opérateur alternatif de souscrire à une offre de gros *bitstream* dans une zone où le dégroupage a vocation à s'étendre encore.

Les décisions qui encadrent la régulation des marchés du haut débit expirant en mai 2008, l'Autorité a lancé un nouveau cycle d'analyse en décembre 2007, qui s'est conclu le 24 juillet 2008 par l'adoption de deux décisions d'analyse de marchés¹⁵, fondées sur la nouvelle recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents du 17 décembre 2007.

**15 - Décisions de l'ARCEP
n° 08-0835 et n° 08-0836
du 24 juillet 2008.**

Les décisions adoptées couvrent la période 2008-2011 et portent donc sur les deux marchés du haut débit retenus par la Commission : le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques (marché 4) incluant notamment le dégroupage et l'accès aux infrastructures de génie civil et le marché de gros des offres activées (marché 5) qui inclut notamment les offres haut débit activées sur DSL dites offres *bitstream*.

Sur le haut débit, les décisions adoptées par l'Autorité reconduisent globalement le dispositif existant, en l'adaptant pour tenir compte des évolutions passées et à venir sur le marché : enrichissement des offres de détail, exigence accrue de qualité de service par le consommateur, extension des réseaux de collecte, migration vers l'Ethernet, etc.

En application de ces nouvelles décisions d'analyses des marchés, de nouvelles offres ont été publiées le 15 septembre 2008 sur le site de France Télécom :

- ◆ offre de référence d'accès à la boucle locale de France Télécom ;
- ◆ offre de référence d'accès et collecte DSL ;
- ◆ offre de référence d'accès aux installations de génie civil de France Télécom pour les réseaux FTTx ;
- ◆ offre de France Télécom pour la résorption des zones rurales inéligibles au haut débit ;
- ◆ offre de lien fibre optique NRA-NRA et NRA-POP de France Télécom.

2.5.1 L'offre LFO

Le 15 septembre 2008, France Télécom a publié sur son site Internet l'offre commerciale de raccordement des répartiteurs distants "LFO". L'offre publiée correspond à celle utilisée par les opérateurs depuis dix-huit mois et tient compte des dernières évolutions tarifaires qui ramènent le tarif du mètre de fibre pour les répartiteurs de moins de 10 000 lignes à 1,5 € par an pour un engagement de 10 ans. Par ailleurs, France Télécom a indiqué dans cette offre que les liens commandés pouvaient être mutualisés entre plusieurs opérateurs.

2.5.2 L'offre de gros de réaménagement de la boucle locale dans les zones de faible éligibilité

Le 15 septembre 2008, France Télécom a publié sur son site Internet une offre de gros de résorption des zones blanches du DSL. Cette offre doit permettre à des opérateurs tiers, tels que des délégataires de service public, de proposer aux collectivités une offre équivalente à l'offre NRA-ZO commercialisée par France Télécom.

Cette offre de gros incorporait les améliorations apportées en juin 2008 à la suite des retours d'expérimentations. De nouvelles évolutions sont en cours pour permettre aux délégataires de répondre aux besoins des collectivités dans les mêmes conditions que France Télécom, tant au niveau des volumes de commandes, que concernant les délais de commande et de livraison.

2.5.3 Le marché professionnel

S'agissant du marché professionnel, l'analyse de marché prévoit que France Télécom mette en place une offre de garantie de temps de rétablissement J+1 sur les offres "DSL Access" et "DSL Access Only". Cette offre de garantie de temps de rétablissement a été discutée au sein des groupes multilatéraux durant le quatrième trimestre 2008 et donnera lieu à une offre effective, disponible 6 jours sur 7, dès la fin du premier semestre 2009.

3. Le dégroupage

3.1 La régulation opérationnelle et technique des offres de gros du haut débit

3.1.1 Les groupes de travail multilatéraux

Depuis 2007, les échanges multilatéraux entre opérateurs alternatifs, France Télécom et l'Autorité se tiennent au sein de deux groupes de travail :

- ◆ le groupe "processus de commande dégroupage et *bitstream* résidentiel" qui aborde l'ensemble des questions de dégroupage et de *bitstream* résidentiel ;
- ◆ le groupe "DSL professionnel et services de capacité" qui traite des problèmes des offres de gros à destination du marché professionnel ("DSL Entreprises", "LA/LPT" et "CE20") ainsi que des problématiques professionnelles du dégroupage.

Le périmètre de ces groupes de travail recouvre les problématiques de mise en œuvre opérationnelle et technique ainsi que les nouvelles fonctionnalités des offres de référence.

Ces groupes sont un lieu d'échange visant à trouver des solutions consensuelles et pragmatiques aux problèmes identifiés par les opérateurs alternatifs. Ils sont également l'occasion pour France Télécom de présenter les avancées et les évolutions de ses offres de référence.

En 2008, ces groupes ont travaillé notamment sur :

- ◆ le suivi opérationnel des offres de construction de lignes et les prises de rendez-vous avec les clients finals ;
- ◆ la poursuite de l'adaptation des processus à de nouvelles problématiques (mise en place des NRA-ZO, saturation des répartiteurs, intervention des collectivités) ;

- ◆ la refonte des processus de service après-vente sur le marché de gros du dégroupage afin d'augmenter la qualité de service pour le client final dans le cadre d'une expérimentation qui s'est tenue de mars à septembre ;
- ◆ sur le marché professionnel, l'amélioration des processus de relève de dérangement ;
- ◆ de manière générale, l'uniformisation croissante des offres de référence "accès et collecte DSL" et "dégroupage" de France Télécom.

3.1.2 La construction de lignes

Les offres de gros en création de lignes permettent aux opérateurs alternatifs de proposer, à l'instar de France Télécom, des services aux clients ne disposant pas d'une ligne téléphonique, par exemple parce qu'ils viennent d'emménager dans un nouveau logement. Il peut s'agir de toute offre de gros portant sur la totalité de la paire de cuivre : dégroupage total, "ADSL nu", VGAST.

En 2008, le groupe "processus de commande dégroupage et *bitstream* résidentiel" a poursuivi son travail sur la mise en place de processus efficaces concernant ces créations de lignes. Il s'agissait notamment de développer les outils nécessaires dans les systèmes d'informations de France Télécom pour que les opérateurs alternatifs puissent fixer eux-mêmes un rendez-vous entre leur client et un technicien de France Télécom dans les plus brefs délais. Ce nouvel outil, "e-rendez-vous", a été déployé à la fin du premier trimestre 2009 pour permettre aux opérateurs alternatifs d'accéder aux plannings des techniciens de France Télécom.

3.2 Les évolutions tarifaires

3.2.1 Les évolutions tarifaires des petits tarifs du dégroupage

Au cours du premier semestre 2008, l'Autorité a procédé à une remise tarifaire concernant les prestations connexes au dégroupage (les "petits tarifs") et les frais de résiliations des accès. Ces prestations induisent des coûts supplémentaires supportés par les opérateurs alternatifs quand ils dégroupent une paire de cuivre. Elles correspondent à l'hébergement dans le répartiteur de France Télécom, aux câbles de renvoi qui permettent aux opérateurs de connecter leurs DSLAM aux lignes qu'ils ont dégroupées, aux liens interbâtiments reliant leurs DSLAM à leurs équipements de transmission situés à l'extérieur de la salle de dégroupage ou des lieux d'hébergement dans les répartiteurs de France Télécom, aux badges d'accès aux répartiteurs ainsi qu'à l'énergie.

Cette revue a conduit à une évolution des tarifs de l'offre de référence d'accès à la boucle locale (dégroupage) au 1^{er} juillet (sauf pour LFO). Les baisses ont concerné le tarif :

- ◆ des câbles de renvoi ;
- ◆ des liens interbâtiments ;
- ◆ des résiliations : baisse de 30 à 15 € des frais de résiliation en dégroupage total ;
- ◆ de LFO : 1,50 € par mètre linéaire et par mois pour les plus petits répartiteurs.

Ces évolutions tarifaires, auxquelles s'ajoute la baisse du tarif des badges enregistrée en fin d'année 2007, conduisent à une baisse moyenne des coûts des opérateurs alternatifs d'environ 0,30 € par accès dégroupé et par mois. Cette baisse a porté davantage sur les petits répartiteurs (1,50 € par accès dégroupé et par mois environ

dans un répartiteur de 2 100 lignes), ce qui améliore les conditions économiques et permet d'envisager la poursuite de l'extension géographique du dégroupage au cours des prochains trimestres.

De plus, France Télécom a également prévu une nouvelle prestation d'hébergement permettant aux opérateurs, pour les nouveaux sites, de s'approvisionner en énergie indépendamment de l'opérateur historique.

3.2.2 L'élaboration et utilisation de modèles de coûts et baisse des tarifs du "bitstream"

L'Autorité met en œuvre les obligations tarifaires imposées à France Télécom pour ses offres *bitstream* en se fondant sur des modèles de coûts qu'elle publie afin de laisser aux acteurs une certaine visibilité sur les décisions qu'elle est susceptible de prendre.

Le modèle du coût de l'accès dégroupé a été développé par l'Autorité en 2004, en concertation avec France Télécom et les opérateurs dégroupés. Il permet d'évaluer le coût mensuel d'un accès dégroupé, pour un opérateur alternatif, en fonction de la taille du répartiteur considéré. Il apporte ainsi une vision synthétique du niveau tarifaire des principales prestations de l'offre de référence dégroupage de France Télécom.

Par ailleurs, début 2007, l'Autorité a développé un modèle réglementaire de coût des réseaux de collecte permettant d'évaluer le coût mensuel de collecte par abonné dégroupé d'un opérateur alternatif.

Ces modèles réglementaires permettent notamment d'estimer l'espace économique dont bénéficient les opérateurs entre le dégroupage et les tarifs des offres *bitstream* de France Télécom. L'Autorité peut ainsi s'y référer pour s'assurer que l'opérateur historique ne pratique pas de tarifs d'éviction avec ses offres *bitstream* par rapport au dégroupage.

Sur la base de ces modèles, durant l'année 2008, une première baisse des tarifs de l'accès de l'offre de *bitstream* de France Télécom est intervenue, compte tenu de l'évolution du marché. Elle a eu lieu le 1^{er} juillet 2008 et représente 1,5 € par abonné et par mois pour le tarif de l'accès classique ("DSL Access"), passant de 12,9 à 11,4 €, et pour celui du DSL nu ("DSL Access Only") passant de 20 à 18,5 € par abonné et par mois.

16 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0836.

Enfin, conformément à la décision d'analyse de marché du 24 juillet 2008¹⁶, la nouvelle offre de référence *bitstream* de France Télécom publiée le 15 septembre 2008 prévoit qu'à compter du 1^{er} novembre 2008, les coûts liés aux frais de migration seront intégrés dans le calcul des coûts récurrents du *bitstream*, et ne feront plus l'objet d'une tarification à l'acte comme précédemment.

Une seconde série de baisses tarifaires est intervenue le 1^{er} janvier 2009, après mise en consultation publique des deux modèles d'accès et de collecte :

- ◆ le tarif de l'accès classique ("DSL Access") a baissé de 1 €, de 11,4 à 10,4 € par mois;
- ◆ le tarif de l'accès nu ("DSL Access Only") a baissé de 1 €, de 18,5 à 17,5 € par mois;

- ◆ le tarif de la collecte IP a baissé de 3,5 € plus 75 € par Mb/s consommé à 3,8 € plus 45 € par Mb/s consommé ;
- ◆ le tarif de la collecte Ethernet a baissé de 5 € plus 35 € par Mb/s consommé à 3,8 € plus 34 € par Mb/s consommé.

En outre, à compter du 1^{er} mars 2009, le tarif de la collecte ATM est remonté de 57 € par Mb/s garanti en local et 137 € par Mb/s garanti en plaque à respectivement 70 et 150 € par Mb/s garanti.

De manière globale, ces évolutions tarifaires ont conduit à une baisse significative des factures *bitstream* des opérateurs alternatifs.

C. Le très haut débit

1. L'accès aux fourreaux

Au cours du 1^{er} semestre 2008, à la suite de la communication par France Télécom d'une première version de l'offre d'accès à son génie civil en janvier 2008, des expérimentations ont été menées par quelques opérateurs tiers en vue de tester les processus et les règles d'ingénierie mis en place par France Télécom. Les discussions multilatérales menées sous l'égide de l'ARCEP ont permis des ajustements progressifs de l'offre, permettant aux opérateurs tiers d'envisager, dans le cadre de leurs expérimentations, la phase de travaux de déploiement de fibre optique au printemps 2008.

Avec la mise en place de l'analyse des marchés, à la suite de la décision d'analyse de marché du 24 juillet dernier, France Télécom s'est vu imposer, en tant qu'opérateur puissant, une obligation d'accès à ses fourreaux et à ses chambres de génie civil, dans des conditions transparentes, non discriminatoires et à un tarif orienté vers les coûts. France Télécom a publié son offre de référence le 15 septembre 2008, validant les avancées opérationnelles discutées dans un cadre multilatéral sur la base des expérimentations.

A la suite de la publication de l'offre de référence, les travaux menés en concertation entre France Télécom et les opérateurs alternatifs ont visé à industrialiser les processus de l'offre, afin de permettre les déploiements à grande échelle de l'ensemble des opérateurs. Cela passe notamment par l'utilisation de référentiels géographiques partagés, afin de faciliter les échanges d'informations préalables et les commandes.

Par ailleurs, les discussions menées en multilatéral sous l'égide de l'ARCEP ont concerné l'évolution des règles d'ingénierie qui visent à optimiser l'espace disponible dans les fourreaux de génie civil de France Télécom pour permettre les déploiements parallèles de plusieurs opérateurs.

L'Autorité veille également au respect de l'obligation de non discrimination par France Télécom dans l'application de ces processus, en particulier entre ceux qu'elle s'applique et ceux utilisés par les autres opérateurs. Comme le prévoit la décision d'analyse de marché, France Télécom a formalisé ses processus internes au début de l'année 2009.

2. La mutualisation

Afin d'éviter la constitution de monopoles locaux au niveau de chaque immeuble, il est nécessaire que les opérateurs mutualisent la partie terminale de leurs réseaux fibre optique – c'est-à-dire que le premier opérateur qui installe la fibre optique dans un immeuble donne accès à son réseau aux autres opérateurs dans des conditions permettant une concurrence effective – afin que ceux-ci puissent également desservir les habitants concernés. L'accès aux immeubles est aujourd'hui le principal obstacle aux déploiements, et il concerne tous les opérateurs.

17 - Loi n° 2008-776 du 4 août 2008, JO du 5 août 2008. La loi de modernisation de l'économie¹⁷ impose notamment à l'opérateur qui installe la fibre dans l'immeuble (l'opérateur d'immeuble) de respecter une obligation de mutualisation permettant aux opérateurs tiers de fournir des services très haut débit aux habitants de l'immeuble dans des conditions non discriminatoires.

18 - Article L. 34-8-3 du CPCE. Sur ce dernier point, le CPCE¹⁸ dispose plus précisément que : *“Toute personne ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final fait droit aux demandes raisonnables d'accès à ladite ligne émanant d'opérateurs, en vue de fournir des services de communications électroniques à cet utilisateur final.”*

En octobre 2008, l'Autorité a publié des premières recommandations sur la mise en œuvre de la mutualisation. Elle a invité à la conclusion d'accords de mutualisation incluant l'ensemble des opérateurs, afin qu'ils puissent tous initier leurs déploiements en fibre optique. L'objectif était de tester différentes solutions techniques à une échelle suffisante pour dégager des retours d'expérience, sans pour autant préjuger de la suite.

Dans les recommandations qu'elle a adoptées à cette occasion, l'Autorité a notamment préconisé que l'opérateur d'immeuble propose aux opérateurs tiers de poser pour leur compte des fibres surnuméraires sur la partie terminale. Compte tenu du surcoût limité d'une telle solution et de sa compatibilité avec les choix techniques de l'ensemble des opérateurs, l'Autorité a estimé qu'il s'agissait d'une pratique de bonne gestion préservant l'avenir.

Enfin, concernant la localisation du point de mutualisation, l'Autorité a rappelé que les circonstances locales influent fortement sur l'économie des déploiements des réseaux en fibre optique et peuvent amener à des règles différenciées sur le territoire. Dans le cas général, dans la mesure où la pénétration de la fibre dans les immeubles constitue un poste de coûts important, il ne sera pas raisonnable économiquement, voire impossible en pratique compte tenu de la rareté des solutions d'adduction, de multiplier cette opération par autant d'opérateurs. L'Autorité a indiqué que *“la mutualisation ne sera donc pas viable en pied d'immeuble, sauf dans le cas particulier des grands immeubles des zones très denses permettant des économies d'échelle suffisantes. Dans les autres cas, la localisation du point de mutualisation dépendra de la densité et de la structure de l'habitat”*.

En l'absence d'un accord global incluant l'ensemble des opérateurs, notamment Free, le secrétaire d'Etat au développement de l'économie numérique a réuni les principaux opérateurs impliqués dans le déploiement des réseaux de fibre optique en France (France Télécom, Free, Numericable, SFR, ainsi que deux opérateurs de DSP, Axione et Sequalum) dans le cadre d'un Comité de pilotage dont le lancement a eu lieu le 16 décembre 2008.

A cette occasion, ces sociétés se sont engagées à participer à des expérimentations menées sous l'égide de l'ARCEP. Dans ce cadre, des groupes de travail ont été constitués afin d'évaluer les coûts des architectures monofibre et multifibre, ainsi que leur faisabilité et leur viabilité technique et opérationnelle.

Les travaux menés par l'Autorité ont été ainsi conduits par plusieurs groupes :

- ◆ le groupe de pilotage est chargé de l'évaluation des deux principaux modèles (monofibre et multifibres). Il traite en outre du modèle économique (processus de partage des fibres et des coûts) et des questions réglementaires. Il est alimenté par les travaux de trois sous-groupes techniques, qui se réunissent de façon hebdomadaire;
- ◆ le sous-groupe "coûts", dans lequel les opérateurs font remonter, pour chaque architecture, la liste des postes de coûts encourus (installation et exploitation);
- ◆ le sous-groupe "architecture/opérationnel" compare la faisabilité et la viabilité technique et opérationnelle des différentes solutions;
- ◆ le sous-groupe "spécifications techniques" décrit la liste des équipements à spécifier et les caractérise (couleur des fibres, type de connecteurs, de prises, etc.).

Un point d'étape de ces travaux s'est tenu le 7 avril 2009. A cette occasion, les premiers résultats ainsi que les premiers chiffres sur le déploiement de la fibre optique en France ont été publiés, et les travaux visant à préciser le cadre réglementaire de la mutualisation d'ici la fin de l'été 2009 ont été engagés.

Etat des lieux du très haut débit au 31 décembre 2008

Au total, l'ARCEP estime que 3 à 4,5 millions de foyers se situent à proximité d'un réseau en fibre optique au 31 décembre 2008.

L'équipement des immeubles en fibre optique est en cours

Le nombre total d'immeubles équipés en fibre optique et raccordés au réseau d'au moins un opérateur s'élève à 20 500 au 31 décembre 2008.

550 000 foyers se situent dans ces immeubles et sont éligibles aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés.

Le nombre d'abonnements à un service très haut débit est encore limité

Au 31 décembre 2008, le nombre total d'abonnements très haut débit, tous opérateurs et toutes technologies confondus, s'élève à plus de 170 000, parmi lesquels :

- ◆ environ 40 000 abonnés aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés;
- ◆ environ 130 000 abonnés aux offres très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial.

La mutualisation se limite principalement aux immeubles fibrés situés dans les zones d'expérimentation

Les travaux d'expérimentation et d'évaluation de la mutualisation menés au cours des trois derniers mois par les opérateurs sous l'égide de l'ARCEP concernent à ce jour une vingtaine de sites et recouvrent environ 2 000 foyers.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'abonnements très haut débit pour lesquels le fournisseur de services accède au réseau d'un opérateur tiers dans le cadre de la mutualisation, demeurait inférieur à 25, sur une centaine de foyers situés dans des immeubles équipés en fibre optique et raccordés par au moins deux opérateurs.

D. Les mobiles

1. La régulation des marchés de gros du service de terminaison d'appel vocal mobile

La terminaison d'appel vocal mobile

La terminaison d'appel vocal mobile désigne les prestations de gros d'acheminement d'appels fournies par un opérateur exploitant des numéros mobiles à un autre opérateur de réseau auquel il est interconnecté, afin de permettre à l'appelant de ce dernier de joindre ces numéros mobiles (aujourd'hui, l'ensemble des numéros de type 06AB).

Cette activité s'exerce dans le cadre d'une convention d'interconnexion signée entre les deux exploitants de réseaux ouverts au public. Du fait du sens des communications ainsi acheminées, on dit que cet opérateur "termine" les appels vers le réseau de destination.

L'année 2008 a marqué le début du deuxième cycle d'analyse de marché pour la terminaison d'appel vocal mobile¹⁹. L'ARCEP avait en effet renouvelé en 2007 son analyse de marché pour une période de trois ans (2008-2010), en qualifiant de pertinents les marchés de gros de la terminaison d'appel vocal sur chacun des réseaux individuels des opérateurs mobiles dans chacune des zones géographiques d'attribution des licences mobiles (Métropole, Antilles-Guyane, Mayotte, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon).

1.1 La régulation de la terminaison d'appel vocal mobile en métropole

1.1.1 Les obligations imposées aux opérateurs

Dans sa décision du 4 octobre 2007²⁰, correspondant au deuxième cycle d'analyse de marché relative à la métropole, l'ARCEP a désigné chacun des trois opérateurs mobiles métropolitains (Orange France, SFR et Bouygues Télécom) comme opérateurs puissants sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile sur leurs réseaux respectifs pour la période 2008-2010.

A ce titre, ces opérateurs mobiles sont soumis aux obligations :

- ◆ de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel vocal mobile sur leurs réseaux respectifs ;
- ◆ de fournir ces prestations d'accès et d'interconnexion dans des conditions transparentes et non discriminatoires ;
- ◆ de publier une offre de référence ;
- ◆ de publier une offre de séparation comptable et de comptabilisation des coûts ;
- ◆ de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants, pour les prestations de terminaison d'appel vocal mobile ainsi que pour celles d'accès aux sites relatives à la terminaison d'appel vocal mobile.

19 - Ancien marché n° 16, désormais marché n° 7 selon la recommandation du 17 décembre 2007 de la Commission européenne concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation "ex ante".

20 - Décision de l'ARCEP n° 07-0810 du 4 octobre 2007 portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2008-2010.

1.1.2 Les référentiels de coûts

• La comptabilité réglementaire

La décision actuellement en vigueur²¹ impose aux opérateurs concernés de restituer trois comptes :

- ◆ un “compte voix” formé par les coûts historiques relatifs au périmètre des prestations vocales, dont celle de terminaison d’appel vocal mobile ;
- ◆ un “compte SMS” formé par les coûts historiques relatifs au périmètre des prestations SMS, dont celle de terminaison d’appel SMS ;
- ◆ un “compte de bouclage” formé par les coûts historiques hors du périmètre des prestations vocales ou SMS, qui permet à l’Autorité d’apprécier la complétude des coûts.

A la suite des audits des comptes réglementaires relatifs à l’exercice 2007 menés en septembre 2008, l’Autorité a publié les attestations de conformité des états de coûts et de revenus constatés des trois opérateurs mobiles métropolitains délivrées par le cabinet désigné par l’ARCEP²². Ces audits visent notamment à disposer d’informations comptables fiables, et cohérentes entre les trois opérateurs, de façon qu’elles puissent être prises en compte lors des exercices de plafonnement des tarifs de terminaison d’appel. Ces informations comptables sont d’autant plus fiables que l’auditeur désigné par l’ARCEP est unique pour ces trois opérateurs mobiles.

Orange France, SFR et Bouygues Télécom communiqueront à l’Autorité pour le 1^{er} juillet 2009 leurs états non audités de coûts et de revenus de l’année 2008, et ces derniers seront audités en vue de la délivrance, le cas échéant, d’attestations de conformité (accompagnant le rapport d’audit) au plus tard le 30 septembre 2009.

• Le modèle technico-économique

L’Autorité avait développé en 2007, en concertation avec les opérateurs mobiles métropolitains, un modèle technico-économique *bottom up* de coûts d’un opérateur mobile.

Ce modèle permet de produire des coûts de terminaison d’appel mobile (voix et SMS) pour un opérateur générique efficace ainsi que pour des opérateurs ayant les caractéristiques de marché des opérateurs mobiles métropolitains. Il a été mis à jour en 2008 et a été mis à nouveau en consultation publique le 4 septembre 2008 sur les références et concepts pertinents pour la fixation des plafonds tarifaires de terminaison d’appel vocal mobile. Le modèle mis à jour a permis d’apporter un éclairage additionnel sur les différences entre les niveaux de coûts observés dans le cadre des restitutions comptables réglementaires ainsi que sur les spécificités de la France par rapport aux autres pays européens, éclairage que l’Autorité a notamment exploité lors du plafonnement des tarifs de terminaison d’appel vocal pour la période mi-2009 – fin 2010.

La consultation publique du 4 septembre 2008

Le 4 septembre 2008, l’ARCEP a lancé une consultation publique sur les références et concepts pertinents à sa disposition pour la fixation des plafonds tarifaires de terminaison d’appel vocal mobile. Cette consultation publique a concerné en particulier les références de coût d’un opérateur mobile en 2008 (comptes réglementaires, modèle technico-économique mis à jour).

21 - *Décision de l’ARCEP n° 07-0128 du 5 avril 2007, portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts, notamment de séparation comptable, imposées à la société Orange France, à la Société française du radiotéléphone et à la société Bouygues Télécom.*

22 - *Décisions de l’ARCEP n° 08-1157, n° 08-1158 et n° 08-1159 respectivement pour Orange France, SFR et Bouygues Télécom.*

Elle présentait également la mise à jour au 1^{er} janvier 2008 de l'analyse comparative des tarifs de terminaison d'appel mobile au niveau européen publiée par le Groupe des régulateurs européens (GRE).

Enfin, dans une seconde partie, l'Autorité a mis en consultation publique une proposition d'évolution des concepts de coûts pertinents pour la tarification de la terminaison d'appel vocal mobile, afin de mieux répondre aux problématiques concurrentielles nouvelles qui se posent et de mieux harmoniser ces principes avec ceux régissant la terminaison d'appel fixe.

En particulier, l'Autorité a proposé une analyse des limites des coûts complets distribués dans le cadre de la régulation de la terminaison d'appel vocal mobile, et une évolution vers une régulation en référence au concept de coûts incrémentaux de long terme.

• La méthode des coûts incrémentaux de long terme

23 - Décision de l'ARCEP
n° 08-1176
du 2 décembre 2008
portant définition
de l'encadrement tarifaire
des prestations
de terminaison d'appel
vocal mobile des opérateurs
Orange France, SFR
et Bouygues Télécom
pour la période
du 1^{er} juillet 2009
au 31 décembre 2010.

Dans sa décision du 2 décembre 2008²³, l'Autorité a fixé l'encadrement tarifaire que devront respecter les trois opérateurs métropolitains pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

Elle a également fait évoluer les références de coûts, de manière que le signal économique ainsi établi pour les marchés soit plus adapté et efficace. L'Autorité a estimé que, au regard du développement actuel des marchés, le niveau optimal à moyen terme de tarification de la terminaison d'appel est un niveau qui reflète les coûts incrémentaux.

Les coûts additionnels encourus par un opérateur pour terminer les appels *off net* d'un opérateur tiers sur son propre réseau (par rapport à une situation où il ne fournirait pas cette prestation de terminaison d'appel) correspondent par exemple aux coûts de densification en stations de base qu'il sera nécessaire de mettre en service pour assurer la capacité nécessaire à l'acheminement de ce nouveau trafic.

Pour limiter les distorsions de concurrence possibles entre les opérateurs, l'opérateur appelant devrait payer les coûts associés à ses appels, tandis que les autres coûts de réseau qui auraient de toute façon été encourus par l'opérateur appelé pour cause d'exercice de son activité commerciale devraient être recouvrés sur les marchés de détail auprès de l'appelé, ces coûts pouvant par exemple être associés à la possibilité d'être joint. Cela aboutit en effet à des signaux de coûts efficaces pour les opérateurs :

- ◆ l'opérateur appelant doit payer les coûts additionnels qu'il occasionne du fait de son trafic sortant et se doit donc d'internaliser le bon signal de coûts lorsqu'il construit ses offres de détail ;
- ◆ l'opérateur appelé, qui lorsqu'il est seul sur un marché recouvre tous ses coûts auprès de ses clients de détail, recouvre auprès de l'opérateur appelant les coûts additionnels que ce dernier engendre en envoyant désormais du trafic sur son réseau.

Cette approche correspond à la méthode dite des "coûts incrémentaux de long terme", en prenant pour "incrément" l'ensemble du trafic entrant d'un opérateur. Le coût de référence correspond alors aux coûts (efficaces) encourus du fait de la fourniture en gros du service de terminaison d'appel et qui ne le seraient pas si ce service n'était pas fourni, ou encore à la différence entre les coûts totaux (efficaces) de long terme d'un

opérateur fournissant sa gamme complète de services et les coûts totaux déterminés à long terme de cet opérateur fournissant sa gamme complète de services sauf le service de terminaison d'appel fourni sur le marché de gros à des tiers. Pour ramener ce coût incrémental total à un coût de référence à la minute, on le divise par l'ensemble du trafic correspondant à ce service incrémental de terminaison d'appel, soit le trafic total entrant de l'opérateur.

L'approche en coûts incrémentaux ne remet absolument pas en cause la capacité des opérateurs à recouvrer la totalité de leurs coûts, mais a simplement pour effet de limiter la part de leurs coûts joints recouvrables au travers du tarif de terminaison d'appel sur leurs concurrents et d'augmenter la part recouvrable sur d'autres services où ils ne sont pas en position de monopole mais soumis à une pression concurrentielle exercée par les autres opérateurs et par leurs clients. Par construction, cette approche tient compte exactement des coûts engendrés par la fourniture de cette prestation supplémentaire : elle tient compte de l'ensemble de ces coûts et seulement de ces coûts. En particulier, avec cette méthode, on suppose que tous les actifs sont remplacés à long terme. Autrement dit, tous les coûts sont variables et tous sont pris en compte, y compris les coûts d'investissement pertinents.

Cette approche diffère de celle en coûts complets en ce qu'elle n'alloue pas uniformément l'intégralité des coûts, et notamment les coûts réseaux, à l'ensemble des prestations techniques fournies par l'opérateur mobile.

A titre d'exemple, une approche en coûts incrémentaux ne prend en compte pour le calcul des coûts de terminaison d'appel que les besoins en *capacité* nécessaires à l'acheminement du trafic tiers, mais ne retient plus les besoins en *couverture* nécessaires pour proposer des offres commerciales de détail à ses propres clients indépendamment de tout trafic entrant tiers. Les coûts de couverture, s'ils ne sont pas pris en compte dans le coût de la terminaison d'appel, le sont intégralement dans le calcul des coûts d'accès aux réseaux et d'appels sortants qui fondent la tarification de détail des opérateurs vis-à-vis de leurs clients.

1.1.3 Encadrement tarifaire

Dans son analyse de marché de 2007²⁴, l'Autorité a fixé les plafonds tarifaires du service de terminaison d'appel des opérateurs métropolitains pour la période courant du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2009, et annoncé qu'elle fixerait ultérieurement les plafonds tarifaires pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010.

En 2008, l'Autorité a poursuivi sa politique de baisse des tarifs de la terminaison d'appel vocal mobile en fixant les plafonds tarifaires pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 31 décembre 2010²⁵. En effet, elle a imposé une baisse des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile de plus de 50 % hors taxe sur ces 18 mois, à savoir :

- ◆ à partir du 1^{er} juillet 2009, une baisse de 6,5 à 4,5 c€/la minute pour Orange France et SFR et de 8,5 à 6 c€/la minute pour Bouygues Télécom ;
- ◆ à partir du 1^{er} juillet 2010, une deuxième baisse de 4,5 à 3 c€/la minute pour Orange France et SFR et de 6 à 4 c€/la minute pour Bouygues Télécom.

Ces niveaux sont à comparer aux estimations correspondantes des coûts d'un opérateur efficace compris en 2008 entre 1 et 2 c€ suivant la méthode des coûts incrémentaux, et entre 2,4 et 2,9 c€ suivant l'ancienne méthode des coûts complets.

24 - Décision de l'ARCEP n° 07-0810 du 4 octobre 2007 portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2008-2010.

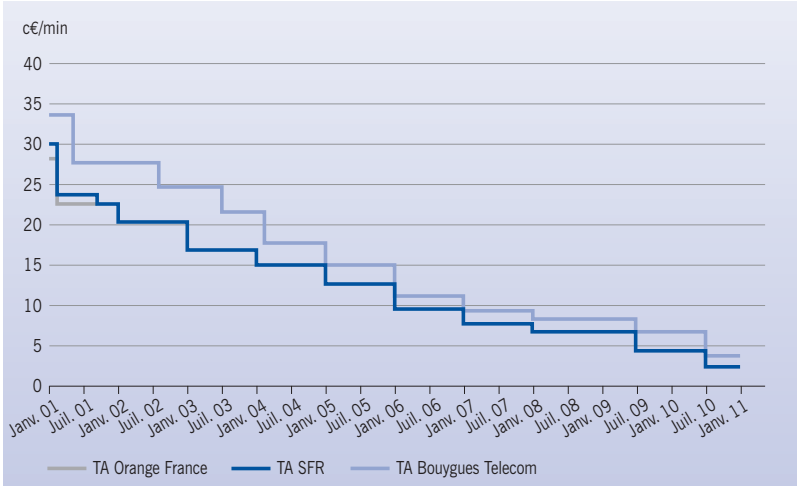
25 - Décision de l'ARCEP n° 08-1176 du 2 décembre 2008.

Les plafonds tarifaires imposés par l'ARCEP depuis 2005 (en c€/min HT)

Unités	2005	2006	2007	mi-2008 - mi-2009	mi-2009 - mi-2010	mi-2010 - fin 2010
Orange / SFR	12,50	9,50	7,50	6,50	4,50	3,00
Bouygues Télécom	14,79	11,24	9,24	8,50	6,00	4,00

Source : ARCEP, plafonds tarifaires imposés au cours des deux exercices d'analyse de marché.

Prix moyen d'une minute de terminaison d'appel mobile en métropole



Source : ARCEP.

1.1.4 Perspectives

26 - Décision de l'ARCEP
n°07-0128
du 5 avril 2007.

L'Autorité a défini dans sa décision du 5 avril 2007²⁶ les méthodes de valorisation des actifs et des règles de comptabilisation des coûts dans le respect desquelles les comptes réglementaires des opérateurs mobiles doivent être restitués. Ce modèle de restitution comptable a été conçu principalement pour évaluer des opérateurs mobiles selon la méthode des coûts complets distribués. Une adaptation du modèle en référence aux coûts incrémentaux permettra à l'Autorité de disposer d'une évaluation plus fine des coûts incrémentaux de chacun des opérateurs.

De même, le modèle technico-économique des coûts de réseau d'un opérateur mobile efficace générique métropolitain dont dispose l'ARCEP a été initialement conçu en référence aux coûts complets distribués. Une adaptation du modèle en référence aux coûts incrémentaux permettra à l'Autorité d'évaluer plus finement et plus directement le coût incrémental du service de terminaison d'appel fourni par un opérateur générique efficace en métropole.

27 - Décision de l'ARCEP
n°07-0811
du 16 octobre 2007 portant
sur la détermination
des marchés pertinents
de gros de la terminaison
d'appel vocal sur
les réseaux mobiles
français d'outre-mer,
la désignation
des opérateurs disposant
d'influence significative
sur ces marchés
et les obligations imposées
à ce titre.

1.2 La régulation de la terminaison d'appel vocal mobile en outre-mer

1.2.1 Les obligations imposées aux opérateurs

Dans sa décision du 16 octobre 2007²⁷, l'ARCEP a désigné chacun des opérateurs mobiles ultramarins (SRR, Orange Caraïbe, Orange Réunion, Digicel, Dauphin Télécom, UTS Caraïbe, Outremer Télécom, SPM Télécom) comme opérateurs puissants sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile sur leurs réseaux respectifs pour la période 2008-2010.

A ce titre, ces opérateurs mobiles sont soumis aux obligations de faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel vocal mobile sur leurs réseaux respectifs et de fournir ces prestations d'accès et d'interconnexion dans des conditions non discriminatoires, ainsi qu'à une obligation de transparence. Ils sont également soumis à un encadrement des tarifs qu'ils peuvent facturer sur le marché de gros au titre de ces prestations de terminaison d'appel.

Cette dernière obligation est mise en œuvre selon deux modalités différentes :

- ◆ pour les deux principaux opérateurs mobiles (SRR et Orange Caraïbe), l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondant à la fourniture du service de terminaison d'appel mobile, associée à une obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts ;
- ◆ pour tous les autres opérateurs mobiles concernés par cette analyse, l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs excessifs.

1.2.2 Les référentiels de coûts

La décision actuellement en vigueur portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts, notamment de séparation comptable²⁸, impose aux opérateurs concernés de restituer deux comptes :

- ◆ un "compte voix" formé par les coûts historiques relatifs au périmètre des prestations vocales, dont celle de terminaison d'appel vocal mobile ;
- ◆ un "compte de bouclage" formé par les coûts historiques hors du périmètre des prestations vocales, qui permet à l'Autorité d'apprécier la complétude des coûts.

L'Autorité dispose des comptes réglementaires élaborés par SRR et Orange Caraïbe. Les comptes relatifs à l'exercice 2007 ont été audités en septembre 2008 et ont fait l'objet d'une attestation de conformité délivrée par l'auditeur et publiée par l'ARCEP²⁹.

Orange Caraïbe et SRR communiqueront à l'Autorité pour le 1^{er} juillet 2009 leurs états non audités de coûts et de revenus de l'année 2008, et ces derniers seront audités en vue de la délivrance, le cas échéant, d'attestations de conformité (accompagnant le rapport d'audit) au plus tard le 30 septembre 2009.

Afin d'acquérir une expertise plus fine des structures de coûts des opérateurs mobiles actifs dans les DOM, et plus particulièrement des spécificités liées à ces zones géographiques, l'Autorité a par ailleurs développé en 2008 un modèle technico-économique de coûts d'un opérateur mobile efficace actif sur la zone Réunion-Mayotte et d'un opérateur mobile efficace actif sur la zone Antilles-Guyane. Ces deux modèles résultent d'une adaptation du modèle métropolitain développé en 2007. Ils seront finalisés début 2009. Ils permettront, d'une part, d'apporter un éclairage sur les coûts des deux opérateurs ultramarins historiques observés dans le cadre des restitutions réglementaires et, d'autre part, d'estimer les coûts supportés par les opérateurs ne bénéficiant pas des mêmes économies d'échelle.

1.2.3 L'encadrement tarifaire

L'Autorité a fixé³⁰ un plafond tarifaire pour la période allant du 1^{er} janvier 2008 jusqu'au 31 décembre 2009 pour la terminaison d'appel de SRR et Orange Caraïbe et a précisé son appréciation de la non excessivité pour les tarifs des autres opérateurs sur cette même période.

28 - Décision de l'ARCEP n° 07-0129 du

5 avril 2007, portant sur la spécification des obligations de comptabilisation et de restitution des coûts, notamment de séparation comptable, imposées à la société Orange Caraïbe et à la Société réunionnaise du radiotéléphone, en raison de leur influence significative sur le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur leur réseau respectif.

29 - Décisions de l'ARCEP n° 08-1160 et n° 08-1161 respectivement pour SRR et Orange Caraïbe.

30 - Décision de l'ARCEP n° 07-0811

du 16 octobre 2007 relative au deuxième cycle d'analyse de marché.

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité dans le cadre de l'obligation d'orientation vers les coûts (en c€/min HT)					
	avril à décembre 2005	2006	2007	2008	2009
Orange Caraïbe	20,56	16,44	13,16	11	8,7
SRR	19,65	15,72	12,57	10,5	8,5

Plafonds tarifaires fixés par l'Autorité dans le cadre de l'obligation de non-excessivité (en c€/min HT)			
		2008	2009
Dauphin Télécom		24,9	16,7
Digicel		16	12,2
Orange Réunion		13	11
Outremer Télécom	Réunion, Mayotte	27,2	17,5
Outremer Télécom	Martinique, Guadeloupe	22,9	15,7
Outremer Télécom	Guyane	19,2	13,7
UTS Caraïbe		25,9	17,7

Source : ARCEP, plafonds tarifaires imposés au cours des deux exercices d'analyse de marché.

1.2.4 Perspectives

Le 18 février 2009, à la suite de son entretien avec Jean-Claude Mallet, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, en liaison avec Luc Chatel, a annoncé que *“les moyens d'accentuer l'impact positif de la concurrence outre-mer sur les prix et les services ont été passés en revue”*.

Parmi les solutions identifiées pour favoriser la baisse des prix de la téléphonie en outre-mer, l'Autorité fixera à l'été 2009 les nouveaux plafonds tarifaires de terminaison d'appel des opérateurs ultramarins pour l'année 2010. Concrètement, l'Autorité précisera à SRR et Orange Caraïbe les modalités de leur obligation d'orientation vers les coûts et précisera aux opérateurs de taille plus modeste les modalités de leur obligation de non excessivité des tarifs, au titre de l'année 2010.

2. La terminaison d'appel SMS

2.1 L'analyse de marché de la terminaison d'appel SMS

L'Autorité a conduit son analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles métropolitains, valable pour une durée de trois ans³¹ (2006-2009).

Elle y a qualifié de pertinents les marchés de la terminaison d'appel SMS sur chacun des trois réseaux individuels des opérateurs mobiles métropolitains, et désigné les trois opérateurs mobiles métropolitains (Orange France, SFR et Bouygues Télécom) comme opérateurs puissants sur les marchés de la terminaison d'appel SMS sur leurs réseaux respectifs.

Afin de résoudre les problèmes concurrentiels identifiés sur ce marché, l'Autorité a imposé aux trois opérateurs métropolitains les obligations suivantes :

- ◆ faire droit aux demandes raisonnables d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel SMS ;

31 - Décision de l'ARCEP n° 06-0593 du 27 juillet 2006 portant sur la définition des marchés pertinents de gros de la terminaison d'appel SMS sur les réseaux mobiles en métropole, la désignation d'opérateurs disposant d'influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre.

- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel SMS dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ fournir les prestations de terminaison d'appel SMS dans des conditions transparentes ;
- ◆ séparation comptable et de comptabilisation des coûts ;
- ◆ contrôle tarifaire, sous la forme d'une orientation vers les coûts.

S'agissant de ce dernier remède, l'Autorité a fixé, pour une période de deux ans, le tarif maximal de la terminaison d'appel SMS en métropole :

- ◆ à 3 c€ par SMS pour Orange France et SFR ;
- ◆ à 3,5 c€ par SMS pour Bouygues Télécom.

2.2 La comptabilisation des coûts réglementaires

A la suite de l'analyse de marché de la terminaison d'appel SMS et comme indiqué précédemment, l'Autorité a précisé³² les modalités d'application des obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts relatifs aux services de terminaison d'appel mobile, dont la terminaison d'appel SMS, imposées aux opérateurs mobiles métropolitains.

32 - Décisions de l'ARCEP
n° 07-0128 et n° 07-0129
du 5 avril 2007.

A la suite des audits des comptes réglementaires relatifs à l'exercice 2007 menés en septembre 2008, l'Autorité a publié les attestations de conformité des états de coûts et de revenus constatés des trois opérateurs mobiles métropolitains délivrées par le cabinet désigné par l'ARCEP³³.

33 - Décisions de l'ARCEP
n° 08-1157, n° 08-1158
et n° 08-1159
respectivement pour
Orange France, SFR
et Bouygues Télécom.

Ces audits visent notamment à disposer d'informations comptables fiables et cohérentes entre les trois opérateurs, de façon qu'elles puissent être prises en compte lors des exercices de fixation des tarifs de terminaison d'appel. Ces informations comptables sont d'autant plus fiables que l'auditeur désigné par l'ARCEP est unique pour ces trois opérateurs mobiles.

Orange France, SFR et Bouygues Télécom communiqueront à l'Autorité pour le 1^{er} juillet 2009 leurs états non audités de coûts et de revenus de l'année 2008, et ces derniers seront audités en vue de la délivrance, le cas échéant, d'attestations de conformité (accompagnant le rapport d'audit) au plus tard le 30 septembre 2009.

2.3 Perspectives

La décision du 27 juillet 2006³⁴ étant valable pour une durée de trois ans, l'Autorité procédera courant 2009 à un bilan de cette décision et pourra prendre une nouvelle décision d'analyse de ces marchés.

34 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0593
du 27 juillet 2006.

Par ailleurs, l'Autorité envisage de réguler les terminaisons d'appel SMS en outre-mer, incitant ainsi les opérateurs mobiles à proposer des offres de SMS illimités vers tous les réseaux comme cela se pratique en métropole.

3. Le marché de l'accès et du départ d'appel sur réseaux mobiles et les opérateurs mobiles virtuels (MVNO)

Les MVNO en France

A la différence des opérateurs mobiles de réseau (Bouygues Télécom, Orange et SFR), les MVNO ne disposent pas de ressources en fréquences. Pour fournir le service mobile au client final, ils utilisent donc le réseau radio d'un opérateur mobile de réseau, dit opérateur "hôte".

Au 31 décembre 2008, 12 MVNO indépendants (c'est-à-dire ni contrôlés ni détenus par leur opérateur hôte) sont présents sur le marché français de télécommunications : Afone, Altitude Télécom, A-Mobile, Breizh Mobile, Carrefour Mobile, Coriolis Mobile, Mobisud, Noos-Numericable, NRJ Mobile, Tele2 Mobile, Transatel, Virgin Mobile.

En valeur et en volume, les parts de marché des MVNO sont très limitées (5,19 % en volume fin décembre 2008).

Evolution des parts de marché des MVNO depuis 2005

	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
Parc MVNO agrégé	0,60 %	2,79 %	4,88 %	5,19 %

Source : ARCEP.

35 - Rendant compte des réponses aux deux consultations publiques lancées le 5 octobre dernier sur d'une part la réutilisation des fréquences 900 et 1800 MHz, aujourd'hui utilisées par la 2G, pour la 3G et l'autorisation disponible dans la bande 2,1 GHz pour un réseau mobile de troisième génération ("quatrième licence 3G") et d'autre part le renouvellement de l'autorisation 2G de Bouygues Télécom.

Le 23 novembre 2006³⁵, l'Autorité a différé son analyse du marché "accès et départ d'appel mobile", sur lequel s'approvisionnent les opérateurs mobiles virtuels (MVNO), en contrepartie de quoi elle s'est engagée à placer ce marché sous surveillance active.

En 2008, le marché de l'accès et du départ d'appel mobile a fait l'objet de plusieurs interrogations, notamment en matière de concurrence.

3.1 La contraction du marché des MVNO

En 2008, trois MVNO opérant sous les marques Ten, Debitel et Neuf Mobile ont été rachetés par leurs opérateurs hôtes respectifs, en raison de difficultés commerciales pour le premier d'entre eux, et d'opérations de fusion pour les deux autres.

Dans la mesure où ces MVNO sont désormais contrôlés par leurs opérateurs hôtes, ils ne sont plus considérés par l'ARCEP comme des acteurs indépendants du marché de détail de la téléphonie mobile nationale et sont retirés à cet égard des divers instruments de suivi de l'animation concurrentielle de ce marché.

3.2 L'avis de l'Autorité au Conseil de la concurrence sur les enjeux concurrentiels des conditions d'hébergement des MVNO

36 - Avis de l'ARCEP n° 08-0702 du 24 juin 2008 sur la demande d'avis du Conseil de la concurrence portant sur les freins au développement des opérateurs mobiles virtuels sur le marché de détail de la téléphonie mobile.

Le 7 mai 2008, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a saisi le Conseil de la concurrence de pratiques pouvant entraver le développement des opérateurs mobiles virtuels. A cet effet, il a été demandé au Conseil d'examiner notamment les clauses des contrats signés entre les MVNO et leur opérateur de réseau hôte, en vue d'évaluer si le développement des MVNO pourrait être plus marqué s'il n'était entravé par certaines dispositions y figurant, dont en particulier les clauses d'exclusivité et les clauses de préemption.

Le 28 mai 2008, le Conseil de la concurrence a saisi l'ARCEP pour avis sur cette question. Dans son avis³⁶, l'Autorité a précisé que les pratiques contractuelles mises

en place par les opérateurs de réseau sur le marché de gros en question soulevaient de véritables enjeux de droit de la concurrence renvoyant plus largement à l'examen, par le Conseil, d'un éventuel état de dépendance économique tenant à l'absence d'autonomie technique, commerciale et économique des MVNO vis-à-vis de leurs opérateurs hôtes.

Au regard du coût entraîné pour l'économie par le fonctionnement imparfait du marché de gros et dans le cadre de la saisine, il était demandé au Conseil d'apprécier la conformité au droit de la concurrence des pratiques contractuelles en cause.

Le Conseil met également en cause les relations contractuelles entre opérateurs de réseau et opérateurs virtuels sur le marché de gros concerné, qui selon lui expliqueraient largement les faibles performances des MVNO. Notamment, ces liens rendent très difficiles la mise en concurrence des opérateurs hôtes et la renégociation des conditions d'accès initialement consenties et contraignent les MVNO dans la conception de leurs offres. Sur le plan tarifaire, le Conseil relève que les taux de réduction négociés permettent aux opérateurs hôtes de cibler les clientèles qu'ils dédient aux MVNO et de cantonner de ce fait les MVNO au seul rôle de partenaire complémentaire.

Dans ce contexte, le Conseil indique qu'il est impératif de créer de nouvelles incitations concurrentielles pour améliorer les conditions dans lesquelles les MVNO peuvent être hébergés par leurs opérateurs hôtes afin que ceux-ci animent réellement la concurrence sur le marché de détail de la téléphonie mobile.

Par-delà les évolutions qui pourraient venir du marché lui-même, le Conseil relève que l'attribution d'une quatrième licence peut créer une dynamique positive en faveur des MVNO, à condition qu'elle s'accompagne d'un "déverrouillage" des conditions techniques, tarifaires et contractuelles faites aux opérateurs virtuels.

E. La téléphonie fixe

1. Les marchés de gros

Au titre de l'obligation d'orientation vers les coûts, les tarifs récurrents des prestations de terminaison d'appel de France Télécom sont soumis à un encadrement tarifaire pluriannuel, tel que :

- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2008, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,45 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2009, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,425 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2010, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe n'excède pas 0,4 c€/par minute.

Concernant l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs qui s'impose aux opérateurs alternatifs, l'Autorité considère comme "non excessifs" pour la terminaison des opérateurs de réseaux fixes autres que France Télécom les tarifs indicatifs suivants :

- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2008, un prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,9 c€/par minute ;
- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2009, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,7 c€/par minute ;

- ◆ à compter du 1^{er} octobre 2010, le prix moyen par minute d'une terminaison d'appel fixe inférieur à 0,5 c€/par minute.

1.1 La régulation des marchés de l'interconnexion et de l'accès se concentre sur les goulots d'étranglement

37 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896
du 29 juillet 2008.

Dans sa nouvelle décision d'analyse des marchés de la téléphonie fixe du 29 juillet 2008³⁷ et conformément à la recommandation sur les marchés pertinents de la Commission européenne³⁸, l'Autorité a distingué deux marchés de gros pertinents pour une régulation *ex ante*, le marché du départ d'appel et celui de la terminaison d'appel.

38 - Recommandation
de la Commission
du 17 décembre 2007,
concernant les marchés
pertinents de produits
et de services
dans le secteur
des communications
électroniques susceptibles
d'être soumis
à une réglementation
"ex ante" conformément
à la directive 2002/21/CE
du Parlement européen
et du Conseil relative
à un cadre réglementaire
commun pour les réseaux
et services de
communications
électroniques.

S'agissant de la terminaison d'appel, l'Autorité a défini un marché de la terminaison d'appel sur chaque réseau de boucle locale, et donc autant de marchés qu'il existe d'opérateur de boucle locale (OBL).

Ces prestations d'interconnexion constituent des goulots d'étranglement durables nécessitant le maintien prolongé d'une régulation sectorielle.

1.2 La régulation et le contrôle tarifaire des goulots d'étranglement sont essentiels au développement de la concurrence

Au terme de ses analyses, l'Autorité a conclu à la puissance de France Télécom sur les marchés du départ d'appel et de la terminaison d'appel sur son réseau et lui a notamment imposé l'obligation d'orientation de ses tarifs vers les coûts.

A ce titre, sur la prestation de terminaison d'appel, France Télécom est en particulier tenu de respecter un encadrement tarifaire pluriannuel qui est précisé dans la décision et qui prend comme référence les coûts encourus par un opérateur efficace.

L'Autorité a par ailleurs conclu à la puissance de chaque OBL sur le marché de la terminaison d'appel sur son propre réseau et leur a notamment imposé l'obligation de non-excessivité tarifaire.

L'Autorité a également précisé en annexe de sa décision un encadrement tarifaire pluriannuel pouvant servir de référence au respect de cette obligation.

1.3 La mise en œuvre d'un encadrement tarifaire pluriannuel de la terminaison d'appel a permis d'atteindre plusieurs objectifs forts

L'Autorité a estimé que la régulation de la terminaison d'appel fixe devait notamment répondre aux objectifs suivants :

- ◆ ne pas perturber la tendance générale du marché consistant à passer d'offres de détail tarifées à la minute à des offres péréquées et forfaitaires et/ou innovantes ;
- ◆ accompagner la transition technologique engagée par les opérateurs fixes et permettre aux opérateurs de décider de leurs choix et déploiements technologiques dans un contexte réglementaire stable ;
- ◆ ne pas inciter ou favoriser les mécanismes de distorsion concurrentielle ;
- ◆ inciter à la fourniture efficace des services.

Pour atteindre ces objectifs, l'Autorité a défini quatre principes fondateurs pour la régulation tarifaire des terminaisons d'appel fixes :

- ◆ une visibilité sur trois ans sur les tarifs de terminaison d'appel doit être donnée au secteur afin de fournir un environnement réglementaire stable aux opérateurs pour engager ou poursuivre leur transition technologique ;

- ◆ l'asymétrie entre les terminaisons d'appel fixe ne peut perdurer indéfiniment, notamment dans un objectif consistant à éviter les risques de distorsion concurrentielle;
- ◆ la terminaison d'appel doit uniquement rémunérer la prestation consistant à terminer un appel téléphonique sur un réseau fixe selon un périmètre de coûts pertinents normé (excluant notamment les charges d'accès);
- ◆ les externalités négatives significatives engendrées par les évolutions techniques de l'opérateur vendeur doivent être évitées.

L'application de ces principes a conduit l'Autorité à fixer le niveau pertinent de la terminaison d'appel fixe en référence aux coûts d'un opérateur efficace et à retenir un encadrement tarifaire pluriannuel pour contrôler l'évolution des tarifs de France Télécom soumise à l'obligation d'orientation vers les coûts et préciser l'obligation de non-excessivité tarifaire s'appliquant aux opérateurs alternatifs.

L'Autorité a utilisé plusieurs sources pour estimer les coûts encourus par un opérateur efficace afin de produire une prestation de terminaison d'appel :

- ◆ coûts prévisionnels de France Télécom;
- ◆ coûts constatés dans le passé de France Télécom;
- ◆ modélisation technico-économique d'un opérateur;
- ◆ comparaisons européennes.

Par ailleurs, et conformément aux positions exprimées par le GRE³⁹ et la Commission européenne, l'Autorité a estimé que les niveaux de terminaison d'appel fixe entre les différents opérateurs devaient converger, du fait de la disparition des facteurs exogènes qui justifiaient une asymétrie dans le passé. En particulier, l'Autorité a estimé qu'une asymétrie durable entre les terminaisons d'appel constituerait une distorsion concurrentielle entre les opérateurs.

39 - Position commune sur la symétrie des terminaisons d'appel fixes et des terminaisons d'appel mobiles du 28 février 2008.

Sous l'effet du contrôle tarifaire mis en œuvre, l'asymétrie des tarifs de terminaison d'appel va s'atténuer progressivement.

1.4 Le marché du transit n'est plus un marché pertinent pour une régulation "ex ante"

Concernant les prestations de transit, dans l'analyse des marchés qu'elle avait menée en 2005, l'ARCEP avait distingué deux types de marchés du transit : le marché du transit intraterritorial et les marchés du transit interterritoires.

Les obligations imposées à France Télécom sur ces marchés du transit avaient progressivement été allégées par l'Autorité.

Dans sa décision du 29 juillet 2008⁴⁰, l'Autorité a estimé que les prestations de transit ne constituaient pas un goulot d'étranglement durable et a conclu que le marché du transit n'était plus pertinent pour une régulation *ex ante*.

40 - Décision de l'ARCEP n° 08-0896 du 29 juillet 2008.

Sur le marché du transit intraterritorial, l'Autorité a notamment estimé que, fin 2008, les cas où France Télécom serait le seul opérateur pouvant acheminer le trafic seraient très limités et que des interconnexions peuvent se mettre en place facilement avec des opérateurs alternatifs le cas échéant.

Sur le marché du transit interterritoires, l'Autorité a notamment constaté que, dans la plupart des cas, l'existence d'offres de capacité régulées sous-jacentes aux prestations de transit permet une concurrence effective entre les opérateurs.

2. L'allègement de la régulation des marchés de détail

2.1 Le premier cycle d'analyse des marchés avait engagé la dérégulation des marchés de détail

41 - Décision de l'ARCEP
n° 05-0571
du 27 septembre 2005.

Au cours du premier cycle d'analyse des marchés, l'Autorité a estimé nécessaire de réguler les marchés de détail de l'accès et des communications afin de mettre en œuvre des conditions de concurrence efficace, loyale et durable pour le développement des opérateurs alternatifs⁴¹. A ce titre, des obligations ont été imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur ces marchés, France Télécom, et notamment l'interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction, l'obligation de non discrimination et l'obligation de communication préalable des offres de détail.

Sous l'impulsion du développement de la voix sur large bande et de la vente en gros de l'abonnement téléphonique (VGAST), la concurrence sur les marchés de détail de la téléphonie fixe s'est consolidée.

Fin 2006, les opérateurs alternatifs détenaient une part de marché de 41 % en volume sur l'ensemble des communications résidentielles et non résidentielles. En 2007, celle-ci représentait 46 % au total : 20 % en voix sur large bande et 26 % en sélection du transporteur (sélection appel par appel, présélection, VGAST). A la fin 2008, le parc de VGAST représentait plus de 900 000 accès.

Si ces chiffres attestent de la dynamique concurrentielle des marchés de détail de la téléphonie fixe résidentielle, le basculement des marchés non résidentiels vers des offres IP est plus lent.

Dès lors, considérant que les conditions pour une concurrence efficace étaient en place et notamment que les opérateurs alternatifs disposaient d'offres de gros pour répliquer les offres de détail de France Télécom, l'Autorité a engagé un processus de dérégulation des marchés de détail en 2006⁴² et 2007⁴³.

42 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0840
du 28 septembre 2006.

2.2 La dérégulation des marchés de détail de la téléphonie fixe

43 - Décision de l'ARCEP
n° 07-0636
du 26 juillet 2007.

Dans la continuité du mouvement de dérégulation engagé, l'Autorité a mené au cours du premier semestre de l'année 2008 deux consultations publiques pour aboutir dans sa décision du 29 juillet 2008⁴⁴ à la levée de l'ensemble des obligations portant sur les marchés de détail de la téléphonie fixe, c'est-à-dire sur les marchés de détail de l'accès résidentiel et non résidentiel et sur les marchés de détail des communications résidentielles et non résidentielles.

44 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896
du 29 juillet 2008.

Sans préjudice des obligations tarifaires pesant sur le titulaire du service universel, l'Autorité a en effet considéré qu'il n'était plus proportionné de réguler *ex ante* les marchés de détail de la téléphonie fixe compte tenu, notamment, de la disponibilité des offres de gros sous-jacentes aux offres de détail de France Télécom (sélection du transporteur, VGAST, dégroupage et *bitstream*).

Dans ce contexte, l'Autorité reste vigilante au bon fonctionnement des offres de gros sous-jacentes et assure un suivi des dynamiques concurrentielles des marchés de détail de la téléphonie fixe.

L'Autorité continue de porter une attention particulière à la qualité de service associée à chaque offre de gros de France Télécom. En particulier, l'offre de VGAST, permettant la répliquabilité des offres de France Télécom couplant accès et communications en bande étroite, fait l'objet d'un suivi régulier avec les différentes parties prenantes.

Enfin, l'Autorité maintient un suivi des marchés de détail afin de prévenir toute pratique anticoncurrentielle qui pourrait faire l'objet, le cas échéant, d'une saisine de l'Autorité de la concurrence.

F. Les autres analyses de marchés

1. Les services de capacité

Les services de capacité (autrefois appelés "liaisons louées") consistent en la mise à disposition, par un opérateur, de capacités de télécommunications entre plusieurs points du réseau au bénéfice d'un client professionnel, entreprise ou opérateur.

Il existe deux types de service de capacité : les liaisons louées "traditionnelles" normalisées par l'ETSI (analogiques et numériques), et les services de capacité à interfaces alternatives (interface Ethernet, ATM, etc.).

1.1 Le nouveau cycle d'analyse de marchés

L'Autorité a adopté en 2006 une décision d'analyse de marchés des services de capacité qui prévoyait entre autres :

- ◆ un allègement de la régulation du marché de détail des liaisons louées avec la suppression du mécanisme d'homologation tarifaire ;
- ◆ des modalités de contrôle de la loyauté de la concurrence sur les marchés de gros et de détail, notamment en termes de répliquabilité ;
- ◆ la publication par France Télécom d'une offre de référence décrivant les produits vendus sur le marché intermédiaire du segment terminal, le marché du circuit interurbain et sur celui des câbles sous-marins entre les DOM et la métropole ;
- ◆ la mise en place d'un cadre favorable à l'investissement de l'opérateur historique et des opérateurs alternatifs dans les réseaux très haut débit (fibre optique jusqu'à l'entreprise).

Le cycle de marché actuel 2006–2009 arrive à échéance le 1^{er} septembre 2009.

Jusqu'en 2007, les marchés des services de capacité comprenaient la régulation de trois marchés retenus par la Commission dans sa première recommandation sur les marchés pertinents :

- ◆ le marché de détail ;
- ◆ le marché de gros du segment interurbain, dans lequel l'Autorité régule l'accès aux câbles sous-marins ;
- ◆ le marché de gros du segment terminal.

La nouvelle recommandation de la Commission européenne publiée le 17 novembre 2007 ne retient à ce stade que le marché de gros du segment terminal.

L'Autorité a engagé les travaux préparatoires pour la révision de ces analyses de marchés.

45 - http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-adm-sva-280409.pdf.

Une première consultation publique a été engagée au premier trimestre de l'année 2009. Les résultats ont été publiés sur le site de l'ARCEP le 28 avril 2009⁴⁵.

1.2 La mise en œuvre opérationnelle de la régulation

Depuis 2007, les services de capacité (liaisons partielles terminales et d'aboutement – "LPT/LA" ainsi que la collecte optique opérateur sur Ethernet – "CE2O") sont traités dans le groupe de travail "DSL professionnel et services de capacité" avec l'ensemble des offres de gros DSL à l'intention du marché professionnel.

Les discussions ont porté, durant l'année 2008, sur l'évolution technique, tarifaire et sur la disponibilité de l'offre CE2O mais également sur les solutions visant le raccordement sécurisé optique ou la possibilité d'avoir accès aux informations sur le fibrage des immeubles ainsi que sur la mise en place d'indicateurs de qualité de service des offres de gros.

1.3 L'évolution tarifaire

France Télécom a fait évoluer les tarifs de son offre de référence à plusieurs reprises depuis l'adoption des décisions d'analyse de marché en septembre 2006.

Ces évolutions concernent principalement pour l'année 2008 :

- ◆ les liaisons partielles terminales et d'aboutement pour un débit inférieur ou égal à 2Mb/s;
- ◆ les liaisons louées de transport entre la métropole et la Réunion.

2. Le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

2.1 Rappel du cadre réglementaire issu du premier cycle d'analyse de marchés

Le 6 avril 2006, l'Autorité a terminé son analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle, dit "marché 18", à l'issue d'un processus de consultation du secteur, du Conseil supérieur de l'audiovisuel, du Conseil de la concurrence, de la Commission européenne et des autorités réglementaires nationales des autres Etats membres de l'Union européenne.

Elle a adopté deux décisions portant sur :

- ◆ la définition du marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels et sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché⁴⁶;
- ◆ les obligations imposées à TDF en tant qu'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels⁴⁷.

46 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0160
du 6 avril 2006.

47 - Décision de l'ARCEP
n° 06-0161
du 6 avril 2006.

Au terme de la décision n° 06-0160, l'Autorité a estimé qu'il était nécessaire de mettre en place un dispositif de régulation *ex ante* sur le marché de gros amont des services de diffusion de télévision hertzienne terrestre, analogique ou numérique. Sur ce marché, les offreurs et leurs clients sont tous diffuseurs (TDF, Towercast, Onecast, ou encore l'opérateur de multiplexe CNH qui s'autodiffuse partiellement).

L'Autorité a également désigné la société TDF, qui détient la quasi intégralité des infrastructures de diffusion hertzienne terrestre, comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

Conformément au dispositif de la décision n° 06-0161, TDF s'est vu imposer, sur l'ensemble du marché de gros pertinent, des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable, ainsi que plusieurs obligations sur le seul segment de marché correspondant aux offres de gros de diffusion de la télévision numérique terrestre. Ces obligations sont les suivantes :

- ◆ obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès ;
- ◆ obligation de fournir l'accès dans des conditions non discriminatoires ;
- ◆ obligation de transparence (publication d'une offre) ;
- ◆ obligation de contrôle tarifaire (proscription des tarifs excessifs et d'éviction) ;
- ◆ obligation de formaliser, sous forme de protocoles, les conditions et tarifs des prestations internes à TDF en attendant que la mise en œuvre de l'obligation de séparation comptable soit effective.

2.2 La mise en œuvre des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable de TDF

L'Autorité a estimé dans sa décision d'analyse de marché du 6 avril 2006⁴⁸ que les éventuelles distorsions concurrentielles auxquelles pourrait se livrer TDF seraient mises sous surveillance grâce aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable.

Ces obligations ont principalement vocation à permettre de vérifier le respect des obligations tarifaires et de non-discrimination et de s'assurer de l'absence de subventions croisées abusives.

Au terme d'un chantier engagé en 2006, l'Autorité a lancé, du 30 novembre 2007 au 7 janvier 2008, une première consultation publique nationale sur le projet de décision spécifiant les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à TDF⁴⁹.

A la suite des contributions des acteurs, le projet de décision a ensuite été amendé par l'Autorité, qui l'a notifié à la Commission européenne et aux autorités réglementaires des autres Etats membres de l'Union européenne le 28 février 2008.

L'Autorité a lancé, parallèlement à cette notification, une seconde consultation publique nationale portant sur les modalités de mise en œuvre de ces obligations comptables au titre de l'article 6 de la directive "cadre".

A l'issue de cette consultation, l'Autorité a adopté le 8 avril 2008 une décision⁵⁰ prévoyant notamment que TDF transmette à l'Autorité plusieurs fiches de restitution au premier trimestre 2009. Ces fiches feront l'objet d'un audit réglementaire qui permettra de vérifier l'adéquation du système mis en place avec les prescriptions de l'Autorité.

Ces restitutions permettent notamment de présenter les résultats du système d'allocation des coûts et des revenus pour les prestations régulées et de vérifier de quelle manière ces prestations sont consommées par TDF pour constituer ses propres offres aval. Elles permettent également à l'Autorité d'obtenir une information comptable fine, pour chacun des sites du réseau principal et par catégorie de tailles s'agissant des sites du réseau complémentaire.

48 - Décision de l'ARCEP n° 06-0161 du 6 avril 2006.

49 - Consultable sur le site Internet de l'ARCEP : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-compta-tdf-301107.pdf.

50 - Décision de l'ARCEP n° 08-0409 du 8 avril 2008 relative à la mise en œuvre des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à TDF.

2.3 Le calendrier du second cycle d'analyse de marchés

Le premier cycle d'analyse du marché de la diffusion audiovisuelle s'est achevé le 1^{er} avril 2009. Aussi l'Autorité a-t-elle engagé un nouveau cycle d'analyse, tenant compte de l'évolution de la situation concurrentielle du marché ainsi que du cadre réglementaire.

Une consultation publique a été conduite du 18 novembre 2008 au 9 janvier 2009, sur la base d'un document invitant les acteurs à identifier les principaux enjeux et les perspectives d'évolution de la régulation *ex ante* sur ce marché.

Au vu des quinze contributions reçues, l'Autorité a saisi le 25 février 2009 pour avis l'Autorité de la concurrence et le Conseil supérieur de l'audiovisuel d'un projet de mesures. Ce document a été publié sur le site Internet de l'Autorité, accompagné de la synthèse des réponses à la consultation publique, de l'ensemble des contributions qui ne sont pas couvertes par le secret des affaires ainsi que du tableau de bord de la diffusion de la TNT mis à jour.

Après réception des avis du Conseil de la concurrence et du Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'ARCEP a notifié le 7 mai 2009 à la Commission européenne un projet de décision dans lequel elle envisage de maintenir un dispositif de régulation *ex ante* sur le marché de gros des offres de diffusion hertzienne terrestre de programmes télévisuels en mode numérique.

Après prise en compte des observations de la Commission européenne, l'Autorité devrait adopter sa décision d'analyse de marché durant l'été 2009.

G. La séparation comptable de France Télécom

En 2008, les restitutions comptables réglementaires relatives à l'obligation de séparation comptable imposée à France Télécom dans la plupart des analyses de marchés de la téléphonie fixe et du haut débit, et dont les modalités ont été spécifiées par l'ARCEP⁵¹, ont été mises en œuvre pour la deuxième année.

Les restitutions comptables ont été auditées, transmises à l'ARCEP et publiées sur le site de France Télécom le 31 décembre 2008.

La mise en œuvre de l'obligation de séparation comptable et l'exploitation de ses résultats sont à ce jour effectifs.

1. Rappel des fondements économiques et réglementaires

1.1 La structure des marchés des communications électroniques

Avec l'ouverture à la concurrence du secteur des télécommunications, l'ancien monopole de France Télécom a laissé la place à un ensemble de marchés de gros et de détail avec des niveaux variables d'intensité concurrentielle.

Sur les marchés de gros de l'accès et de l'interconnexion, France Télécom conserve la plupart du temps une position privilégiée. Il détient en effet sur ces marchés des infrastructures plus ou moins répliquables, voire essentielles, comme la boucle locale de cuivre.

Sur les marchés de détail, France Télécom est confronté à une pression concurrentielle accrue de la part des opérateurs alternatifs. Mais l'activité de détail de ces derniers

51 - Décision de l'ARCEP
n° 06-1007
du 7 décembre 2006.

s'appuie, au moins partiellement, sur les offres d'accès aux infrastructures proposées sur les marchés de gros par l'opérateur historique.

1.2 Empêcher la discrimination et les subventions croisées abusives

Les fondements économiques sous-jacents à l'imposition d'une obligation de séparation comptable reposent sur les incitations naturelles et rationnelles d'une entreprise qui présente une structure verticale intégrée à exploiter les avantages liés à une telle structure, et ce d'autant plus qu'une grande partie de la chaîne de valeur dépend en amont de la détention d'une infrastructure essentielle.

L'entreprise bénéficie en effet dans ce cas d'un pouvoir de marché qu'elle peut exploiter notamment pour maintenir une position prépondérante sur les segments de marché où il existe davantage de pression concurrentielle.

La pratique de subventions croisées, notamment, permet à l'entreprise intégrée d'allouer une partie du coût de ses activités en concurrence aux activités où elle dispose d'un fort pouvoir de marché. Cette pratique lui permet de fixer une tarification faible sur les marchés en concurrence, de nature à limiter la perspective d'une rentabilité suffisante pour les autres entreprises présentes sur ces marchés, voire de dissuader la concurrence de s'exercer (par exemple en décourageant l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché).

Aussi, une discrimination entre les activités de l'entreprise verticalement intégrée sur les marchés de détail et les activités similaires des entreprises alternatives, concernant le prix d'approvisionnement en offres de gros, est susceptible de permettre à l'opérateur intégré de pratiquer des tarifs plus faibles que ses concurrents sur les marchés de détail. Dans un secteur où le régulateur sectoriel est autorisé à intervenir (avec pour objectif le développement d'une concurrence effective), ces pratiques peuvent être proscrites⁵².

1.3 Un instrument prévu par le cadre réglementaire

La séparation comptable est l'une des obligations prévues par le cadre réglementaire européen. Le régulateur peut l'imposer à un opérateur lorsqu'il exerce une influence significative sur un marché pertinent pour éviter les subventions croisées abusives et garantir l'absence de discrimination vis-à-vis des opérateurs tiers.

Ce remède ne peut être défini de manière isolée. Il repose en effet sur des données comptables réglementaires, et doit donc s'articuler et être cohérent avec l'obligation de comptabilisation des coûts de l'opérateur, qui requiert *a minima* l'établissement d'un système de comptabilisation des coûts réglementaires. Il est également lié à l'obligation de non-discrimination, puisqu'il contribue à en vérifier la bonne mise en œuvre. Il permet en outre de garantir un certain degré de transparence.

La séparation comptable est également un remède transversal (horizontal et vertical) à tous les marchés directement concernés à la fois par les obligations de non-discrimination et d'absence de subventions croisées abusives. Ainsi, le périmètre de son dispositif ne se limite pas aux marchés où ces obligations ont été imposées et s'étend aux marchés aval et connexes sur lesquels il est nécessaire d'obtenir une certaine visibilité pour s'assurer qu'elles sont effectivement respectées là où elles ont été imposées.

52 - Dans un environnement non régulé "ex ante", de telles pratiques peuvent également être remises en cause dans le cadre de l'application des règles du droit de la concurrence (régulation "ex post") lorsqu'elles relèvent d'un abus de position dominante.

1.4 La situation de plusieurs entités distinctes au plan comptable

La séparation comptable permet d'éviter les distorsions au développement de la concurrence liées à la structure verticale de France Télécom en créant plusieurs entités comptables distinctes, pour les activités de gros et pour celles de détail.

Elle simule donc sur le plan comptable l'existence de plusieurs opérateurs au sein du même opérateur : ceux qui opèrent sur les marchés de gros régulés et ceux qui opèrent sur les marchés de détail régulés.

Elle permet ainsi de vérifier que les activités aval de détail ne bénéficient pas de régime privilégié de recours aux offres de gros, par rapport aux contraintes d'approvisionnement subies par les opérateurs alternatifs, et que les coûts sont justement répartis et recouverts entre les activités où persiste un pouvoir de marché significatif et les activités en concurrence.

2. La mise en œuvre concrète de la séparation comptable

Pour respecter son obligation de séparation comptable, France Télécom est tenu de transmettre à l'ARCEP des restitutions comptables, selon des modalités et des formats spécifiés par le régulateur⁵³.

En particulier, le dispositif de séparation comptable de France Télécom se fonde sur deux jeux de restitutions : "les protocoles de cession interne" et "les comptes séparés par marché".

2.1 Les protocoles de cession interne

Les protocoles de cession interne sont les documents par lesquels France Télécom s'engage à recourir, pour construire ses offres de détail, à ses propres offres de gros dans des conditions équivalentes à celles des opérateurs tiers.

Dans ces protocoles (dont le format intégral n'est pas publié pour des raisons de secret des affaires), France Télécom explicite les "conditions" (c'est-à-dire les modalités et les quantités) d'achat d'offres de gros aux tarifs correspondant à ses offres de gros. Par exemple, pour produire des accès analogiques résidentiels sur le marché de détail, France Télécom a recours à l'offre de référence de la vente en gros de l'abonnement téléphonique, qui comprend notamment les frais d'accès au service et les abonnements aux services associés, dans les mêmes conditions qu'un opérateur alternatif qui souhaite proposer à ses clients à la fois une offre d'accès et de communications téléphoniques.

La mise en œuvre d'un protocole de cession interne n'est pas systématique. Elle découle de l'application de l'obligation de séparation comptable imposée par les décisions d'analyses de marchés. Un protocole de cession interne n'est ainsi imposé qu'à partir du moment où une offre de détail repose sur une offre de gros appartenant à un marché de gros régulé, sur lequel les obligations de séparation comptable et de non-discrimination ont été imposées. De ce fait, un protocole peut concerner des offres de détail appartenant à des marchés non pertinents au sens de la régulation sectorielle, comme par exemple les offres du marché de détail du haut débit.

De la flexibilité et des ajustements sont autorisés, notamment lorsqu'il s'agit de positionner les activités aval de France Télécom dans des conditions équivalentes à celles des opérateurs alternatifs.

53 - Décision de l'ARCEP
n° 06-1007
du 7 décembre 2006.

En effet, ceux qui ont déployé leurs propres infrastructures n'ont plus recours à certaines offres de gros de France Télécom pour opérer sur les marchés de détail aval. C'est le cas par exemple des prestations de transit, dont le marché devient de plus en plus concurrentiel : la plupart des opérateurs alternatifs, ex-consommateurs de transit, utilisent désormais leurs propres infrastructures de réseau, voire proposent eux-mêmes des offres de transit sur le marché de gros. Dans ce cas, France Télécom est autorisé, tout comme ses concurrents, à ne pas recourir à ses propres offres de gros, et donc à ne pas formaliser de protocole de cession interne. Il peut donc accéder directement à ses prestations internes, comme un opérateur intégré non soumis à l'obligation de séparation comptable.

2.2 Les comptes séparés par marché

La majorité des comptes séparés par marché correspondent au périmètre des marchés pertinents considérés dans les analyses de marchés pour les marchés de gros et de détail régulés. D'autres correspondent à des marchés non régulés dont une définition *ad hoc* est adoptée – comme par exemple le marché du haut débit de détail – pour les besoins de la vérification des obligations situées sur les marchés amont (le dégroupage et le *bitstream*).

Dans la version intégrale de ces comptes, les charges et les produits sont retracés pour chaque type d'offre sur chacun des marchés. Dans le cas d'un compte séparé de gros, les coûts de construction des offres de gros, évalués le cas échéant selon les méthodes de valorisation des coûts réglementaires en vigueur, correspondent aux charges, et les produits correspondent aux recettes réalisées auprès des opérateurs tiers et auprès des activités de détail de France Télécom, conformément aux engagements pris dans les protocoles de cession interne. Ces recettes découlent ainsi directement des tarifs de gros de France Télécom.

Dans le cas d'un compte séparé de détail, les coûts d'approvisionnement en offres de gros, ainsi que les coûts complémentaires propres à la construction des offres de détail correspondent aux charges, et les recettes réalisées sur les marchés de détail, aux produits.

De façon générale, la granularité des informations transmises et publiées est limitée, conformément au principe de proportionnalité des remèdes appliqués aux problèmes concurrentiels observés, en fonction du périmètre d'intervention de l'ARCEP. Ainsi, France Télécom publie "la liste des protocoles", qui précise sur quelles offres de gros chaque offre de détail de France Télécom se fonde, et les soldes des comptes séparés dès lors qu'ils correspondent à un marché où France Télécom est régulé.

3. Les résultats de l'exercice de séparation comptable pour 2007

3.1 Les protocoles de cession interne

Conformément à la décision relative à son obligation de séparation comptable, France Télécom a, en décembre 2007, mis à jour et transmis à l'ARCEP ses protocoles d'approvisionnement en offres de gros de ses activités de détail, et mis en ligne la liste de ces protocoles⁵⁴.

Chaque création de protocole ou modification de protocole fait l'objet d'une communication à l'ARCEP. La liste des protocoles publiée est mise à jour en temps réel.

⁵⁴ - Les protocoles sont disponibles sur le site Internet de France Télécom à l'adresse : http://www.orange.com/fr_FR/groupe/reseau/documentation/att00001745/Liste_des_protocoles.pdf.

Un exemple de protocole

Protocole 2 : protocole fourniture accès analogiques résidentiels
1 – Description sommaire de l'offre : Abonnement d'accès au réseau téléphonique commuté de France Télécom et services associés pour les clients résidentiels.
2 – Approvisionnement en offres de gros :
Offre de référence de la vente en gros de l'abonnement téléphonique
- Vente en gros de l'abonnement
- Frais d'accès au service de l'accès analogique
- Frais d'accès au service de la VGA (par ligne isolée ou regroupement de lignes)
- Abonnements aux services associés

3.2 Les comptes séparés par marché

France Télécom a publié fin décembre 2008 les soldes des comptes séparés de gros sur lesquels l'obligation de séparation comptable a été imposée.

Cette publication a mis en évidence pour la deuxième année consécutive des soldes positifs sur les marchés de gros, tels que définis par les analyses de marchés menées par l'Autorité, et en particulier sur les marchés du départ d'appel, de la terminaison d'appel sur le réseau fixe (marchés 8 et 9, selon la liste de la recommandation de la Commission européenne sur les marchés pertinents de 2002), ainsi que sur les marchés du dégroupage (marché 11) et du *bitstream* régional (marché 12).

	Charges*	Produits	Solde	Taux de marge
Marché 8 "départ d'appel fixe"	328	468	139	30 %
Marché 9 "terminaison d'appel fixe"	369	482	113	23 %
Marché 10 "transit intraterritorial"	187	276	88	32 %
Marché 11 "dégroupage"	991	1 127	137	37 %
Marché 12 " <i>bitstream</i> régional"	565	832	267	12 %
Marché 12 <i>bis</i> " <i>bitstream</i> national"	623	986	363	37 %
Marché 13 "segment terminal des services de capacité"	110	125	15	12 %
Marché 14 "circuit interurbain intraterritorial"	15	21	6	27 %
Marché 14 <i>bis</i> "circuit interurbain interterritorial"	13	7	- 6	- 81 %
VGAST	3 821	4 212	391	9 %
		Taux de marge moyen		16,6 %

* En millions d'€.

Il convient d'appréhender ces taux de marge au regard de plusieurs considérations. Les taux de marge présentés sont calculés après rémunération du capital immobilisé. Dans les comptes séparés de gros apparaissent en charges les coûts encourus par France Télécom pour la construction et la fourniture de ses produits et services de gros. Ces charges sont notamment évaluées en conformité avec les décisions de l'ARCEP précisant les méthodes de valorisation (coûts courants économiques, par exemple, pour les actifs de la boucle locale de cuivre). Elles intègrent une rémunération normale du capital, conformément au CPCE.

Pour 2007, le taux de rémunération réglementaire en vigueur s'élevait à 10,7 %⁵⁵.

55 - Décision de l'ARCEP
n° 08-1258
du 20 novembre 2008.

Les offres incluses dans les marchés de gros ne sont pas toutes soumises à une obligation d'orientation de leurs tarifs vers les coûts. Les comptes publiés sont agrégés au niveau des marchés : les résultats qu'ils présentent sont donc la somme des soldes correspondant aux différentes offres de France Télécom.

Par ailleurs, ces dernières sont soumises à différentes obligations tarifaires. Pour mémoire, et notamment pour l'année 2007, les produits et services des marchés du départ d'appel (8) et de la terminaison d'appel (9) sur le réseau fixe sont soumis à une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts. Il en est de même pour les produits et services du marché du dégroupage (11) qui comprend dans le cadre de l'exercice de séparation comptable les produits appelés "petits tarifs".

Compte tenu du développement des infrastructures en cœur de réseau par les opérateurs alternatifs et d'une situation de plus en plus concurrentielle sur ce marché, les produits de transit (10 et 10 bis) sur le réseau fixe ont fait l'objet d'une dérégulation progressive de la part de l'Autorité. Elle a ainsi supprimé la plupart des obligations imposées à France Télécom sur les marchés du transit interterritoires et allégé ses obligations sur le marché du transit intraterritorial dès 2007.

Dans sa décision en date du 29 juillet 2008⁵⁶, l'Autorité a estimé que les prestations de transit ne constituaient pas un goulot d'étranglement durable et a conclu que le marché du transit n'était plus pertinent pour une régulation *ex ante*.

56 - Décision de l'ARCEP
n° 08-0896.

Les autres marchés du haut débit sont soumis à l'orientation des tarifs vers les coûts pour les produits et services du marché du *bitstream* (12 et 12 bis) sous réserve que les tarifs correspondants ne conduisent pas à l'éviction des concurrents, auquel cas seule l'obligation de ne pas pratiquer de tarifs excessifs s'applique.

Les produits et services des marchés de services de capacité (13 et 14), quant à eux, sont majoritairement soumis à l'interdiction de pratiquer des tarifs excessifs et des tarifs d'éviction – l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts sous réserve d'éviction étant imposée sur toutes les prestations inférieures à 10 Mb/s et sur les prestations du circuit interurbain, intra et interterritorial entre la métropole et la Réunion.

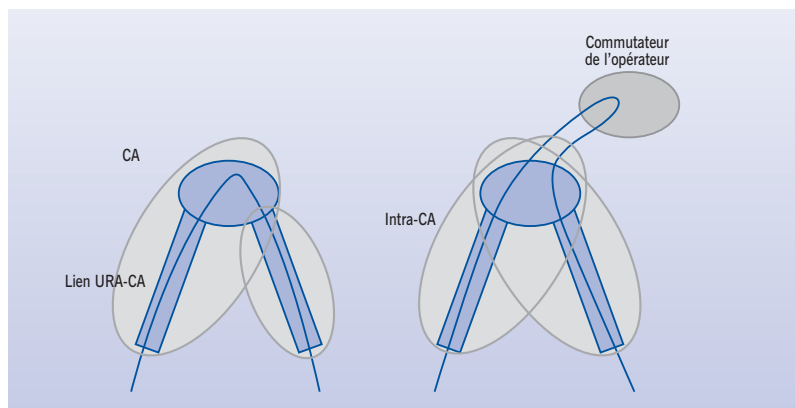
Sur chaque marché de gros, le taux de marge présenté est en fait une moyenne du taux de marge réalisé sur les cessions internes (aux activités de détail de France Télécom) et sur les cessions externes (aux opérateurs tiers).

Le dispositif de séparation comptable impose à France Télécom le recours à ses propres offres de gros. Or, il est des cas où cette obligation met en évidence les différences de coûts liées aux différences d'ingénierie entre France Télécom et ses concurrents. Par exemple, pour acheminer une communication téléphonique locale, France Télécom – opérateur intégré – consomme physiquement deux liens URA-CA et une traversée de commutateur d'abonné (CA).

En séparation comptable, France Télécom va simuler les charges qu'il supporterait si il n'était pas un opérateur intégré et va donc consommer les prestations que tout opérateur alternatif doit utiliser : une communication locale est réalisée à partir de deux prestations d'interconnexion intra-CA. C'est donc ce que doit payer la branche détail de France Télécom et ce qu'encaisserait alors son activité de gros.

Le rapprochement entre la réalité d'un France Télécom intégré et les contraintes liées à l'ingénierie typique d'un opérateur alternatif conduit à un solde positif dans le compte

de gros : celui-ci reçoit les paiements de France Télécom détail (deux prestations d'interconnexion intra-CA), mais ne présente en charges qu'un intra-CA et un lien URA-CA.



4. L'audit des obligations comptables de France Télécom

Dans le cadre des obligations imposées par l'Autorité, il est également prévu que le système de comptabilisation des coûts réglementaires et le dispositif de séparation comptable mis en place par France Télécom soient soumis à un audit⁵⁷.

57 - Décision de l'ARCEP
n° 06-1007
du 7 décembre 2006.

Conformément au cadre réglementaire⁵⁸, l'Autorité diligente chaque année cet audit et demande que soit vérifié l'ensemble des éléments structurant la mise en œuvre de ces obligations. L'Autorité a ainsi fait parvenir à France Télécom en juillet 2008 le cahier des charges relatif à la procédure d'audit, et en particulier des spécificités du système de comptabilisation des coûts réglementaires et de l'exercice de séparation comptable pour les années 2007 et 2008.

58 - Cf. articles L.3815°,
L.38-113° et D.312
du CPCE.

Les résultats de l'audit de cet exercice ont été transmis à l'Autorité fin décembre 2008, qui en a publié une synthèse début 2009.

D'un point de vue général, la mise en œuvre du dispositif de séparation comptable est conforme aux principes édictés par l'ARCEP.

4.1 Les principaux résultats de l'audit du système de comptabilisation des coûts de France Télécom

L'établissement des restitutions comptables réglementaires issues du système de comptabilisation des coûts repose sur :

- ◆ un service dédié de France Télécom (DRG/PCCR), composé d'équipes spécialisées sur les points clés du modèle (maintenance et contrôle du moteur de calcul, suivi des modifications de l'organisation analytique, modélisation du réseau, modélisation commerciale, modélisation des fonctions supports...), et disposant d'une connaissance approfondie du fonctionnement et de l'organisation de France Télécom et d'accès directs à certains systèmes d'information opérationnels ou comptables ;
- ◆ un modèle de calcul et un système d'information spécifique, conçus pour garantir la qualité des traitements, progressivement complétés et affinés pour améliorer l'établissement des comptes réglementaires ;

- ◆ un travail important de collecte des nombreuses données d'entrée du modèle. Ce travail de collecte repose sur la connaissance des équipes de DRG/PCCR qui, chacune dans son domaine, sélectionnent, extraient et adaptent pour le modèle des données provenant de multiples systèmes d'information opérationnels, sur plusieurs études spécifiques, afin d'affiner les répartitions lorsque les données issues des systèmes d'information opérationnels sont trop agrégées ou peu adaptées. L'évolution de l'organisation, des systèmes d'information ainsi que le souhait d'améliorer, année après année, la finesse des données nécessitent un travail récurrent important.

Les contrôles de l'auditeur ont porté sur la complétude du système de calcul des coûts de revient 2007, utilisé pour produire les comptes d'exploitation par produit (CEP) pour l'année 2007, la pertinence des règles d'affectation des coûts utilisées et les données chiffrées et les règles d'élaboration des CEP⁵⁹. Ces contrôles ont notamment consisté à apprécier le caractère raisonnable, la justification économique et la conformité – par rapport aux prescriptions des différents textes législatifs et réglementaires indiqués dans le cahier des charges des audits – des options de répartition sur les produits et services des charges préalablement identifiées en comptabilité, ainsi que celles des retraitements opérés sur la comptabilité générale de France Télécom.

Sur la base de ses travaux, l'auditeur a conclu que :

- ◆ le système de comptabilisation des coûts de France Télécom est conforme aux objectifs fixés par les différents textes législatifs et réglementaires⁶⁰ ;
- ◆ la complétude des coûts issus du système de calcul des coûts de revient utilisé pour établir les comptes séparés 2007, ainsi que la conformité avec la documentation fonctionnelle, sont assurées ;
- ◆ les comptes séparés pour l'année 2007 sont conformes aux différents textes législatifs et réglementaires⁶¹.

Sans remettre en cause les conclusions exprimées ci-dessus, il a attiré l'attention sur les points suivants :

- ◆ la maille de l'analyse est simplifiée de manière pertinente en amont du modèle. Toutefois, le nombre de paramètres gérés reste très important : des analyses pourraient être menées pour identifier les paramètres effectivement discriminants, afin d'intégrer au processus de contrôle une analyse de la sensibilité et des limites inhérentes aux hypothèses du modèle ;
- ◆ les études de référence utilisées pour déterminer les facteurs d'usage du modèle pourraient être actualisées régulièrement, selon une fréquence à préciser *a priori*, en fonction de la nature des informations, de leur obsolescence et du caractère significatif de ces études au regard du modèle. A cet égard, il convient d'indiquer qu'un certain nombre d'études ont fait l'objet de mises à jour récentes.

Concernant le périmètre des comptes séparés 2007 de France Télécom :

- ◆ certaines offres (audiotel, numéros colorés, publiphonie), actuellement classées dans le compte résiduel, devraient à l'avenir faire l'objet de protocoles et être classées dans la catégorie "Produits de détail en aval de produits de gros" ;

59 - Les CEP sont les "outputs" principaux du système de comptabilisation des coûts; la plupart d'entre eux sont transmis à l'ARCEP dans le cadre de l'obligation de comptabilisation des coûts de France Télécom, et utilisés notamment à des fins de contrôle tarifaire.

60 - Voir décision de l'ARCEP n° 06-1007 du 7 décembre 2006 portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à France Télécom.

61 - Voir décision de l'ARCEP n° 06-1007 du 7 décembre 2006 portant sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à France Télécom.

- ◆ le classement en compte résiduel de certaines offres plutôt qu'en marché pertinent devrait faire l'objet d'une documentation ; il en va de même pour certains produits de détail relevant de marchés pertinents et ne faisant pas l'objet de protocoles de cession interne ;

u les offres liaisons de raccordement opérateurs départ et liaisons de raccordement opérateurs arrivée ont été portées dans le compte résiduel. Elles auraient dû être classées dans les marchés de gros respectifs "Prestations de départ d'appel et Prestations de terminaison d'appel" ;

- ◆ certaines offres, situées en aval de produits de gros, ont été classées dans le compte résiduel au motif que ces produits, en fin de cycle commercial, ne rentraient plus dans une logique concurrentielle avec les autres opérateurs.

Concernant le processus d'identification des coûts joints, certaines clefs d'allocation forfaitaires, utilisées pour identifier la part jointe des coûts des activités commerciales, pourraient être affinées par la réalisation d'études complémentaires.

4.2 La demande de sanction de l'AFORS Télécom à l'encontre de France Télécom

Fin 2008, l'AFORS Télécom a saisi l'Autorité d'une demande de sanction sur le fondement de l'article L. 36-11 du CPCE à l'encontre de France Télécom.

L'AFORS s'appuie notamment sur les éléments de comptabilité réglementaire publiés, au cas d'espèce, sur les soldes des comptes séparés correspondant aux marchés de gros régulés et soumis à l'obligation de séparation comptable, pour reprocher à France Télécom de ne pas avoir respecté ses obligations tarifaires sur les offres de gros, à savoir les obligations d'orientation vers les coûts, de pratiquer des tarifs non excessifs ou de non-éviction. L'instruction est en cours.

5. Vers une éventuelle révision de la décision n°06-1007

Fin 2008, l'ARCEP a entamé un processus permettant de déterminer avec l'ensemble des acteurs si une révision de la décision n°06-1007 devait être engagée. Malgré l'absence de nécessité juridique, plusieurs raisons pourraient justifier un tel processus de mise à jour et de révision.

Cette mise à jour paraît pertinente au regard de l'évolution des marchés, en prenant en compte, d'une part, la révision de la liste des marchés pertinents susceptibles d'être régulés *ex ante* et, d'autre part, les résultats du second cycle d'analyses de marchés menées par l'ARCEP courant 2007 et 2008.

En 2006, la décision revêtant un caractère nouveau par rapport aux obligations comptables prévues par le cadre réglementaire précédent, elle appellerait probablement des ajustements suite aux premiers exercices de mise en œuvre. Au-delà de ces ajustements, l'expérience acquise depuis deux ans donne l'occasion de vérifier que la spécification des obligations comptables répond aux besoins anticipés lors de sa conception, ainsi qu'aux besoins qui ont pu se faire jour depuis.

Par ailleurs, depuis 2006, le secteur a mesuré l'intérêt et les enjeux liés à l'outil de régulation des marchés que sont les obligations comptables de France Télécom.

Les travaux ont été engagés avec l'ensemble du secteur fin 2008 et se poursuivront sur l'année 2009.